

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LII, No. 19 New York : Tél : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 11 - 18 mai 2022

NOUVELLES TRACTATIONS EN VUE DES ÉLECTIONS Michel Martelly impose son homme Jocelerme Privert se positionne pour l'intérim...

Par Léo Joseph

Le Premier ministre de facto Ariel Henry, qui donne l'impression d'organiser des élections prétendument « démocratiques, transparentes et justes » ne contribue en rien à respecter de tels engagements. Il passe le plus clair de son temps à « magouiller

» afin de satisfaire les ambitions de son patron. Aussi s'emploie-t-il à conditionner la situation politique en vue de satisfaire les intérêts de son patron, qui n'est autre que Michel Martelly se battant du bec et des ongles pour reprendre logement au Palais national.

En effet, le Dr Henry s'acharne à avancer la date des élections

pour que Sweet Mickey parvienne à se doter d'immunité présidentielle le plus tôt possible, afin d'éloigner de lui ce qu'il croit être une inculpation fédérale, dont il est certain de l'arrivée, désormais à tout instant.

Dans cette perspective, comprenant que le Premier ministre de facto perd de plus en plus son

emprise sur le pouvoir et qu'il court le risque d'être éjecté de la primature, l'ex-président-musicien pousse agressivement à roue pour que son homme soit consa-

faites sur mesure ». Cela équivaudrait à mettre Privert en position de répéter l'expérience qu'il a faite avec Jovenel Moïse.

Président intérimaire, dans la

AUTOUR DES AFFRONTEMENTS DES GANGS AU NORD DE LA CAPITALE

Accusé de leur fournir des armes, un ex-député se dit innocent...

Jean Tholbert Alexis : Rien de commun avec eux...

Il est donc prêt à confronter les déclarations de Chen Mehan...



L'avocat Reynold Georges, très vite en besogne, dans la défense de son client.



L'ex-député Jean Tholbert Alexis tarde encore à faire la démonstration de son innocence.

Par Léo Joseph

Une de deux personnes citées dans un article d'*Haïti-Observateur*, signé Léo Joseph, dans l'édition précédente (4-11 mai 2022) comme étant des fournisseurs d'armes et de munitions aux gangs armés des communes de Croix-des-Bouquets et de Bon Repos, s'est déclaré totalement innocent des accusations por-

Suite en page 3



Michel Martelly, dans l'attente de mauvaises nouvelles ?



Ariel Henry se soumet aux quatre volontés de Michel Martelly.

cré « président intérimaire ». Et Martelly n'y va pas de main morte allant jusqu'à proférer des menaces contre M. Henry l'enjoignant même de précipiter le pas.

Dans l'idée de celui-là, en mettant Jocelerme Privert en position d'être nommé « président intérimaire », celui-ci-ci s'engage à créer les conditions pour qu'il bénéficie d'« élections

foulée de l'éjection de Martelly du Palais national, alors qu'il voulait prolonger son mandat au-delà de la date du 7 février 2016, Sweet Mickey avait négocié avec les sénateurs, alors en poste, pour que la porte de la résidence présidentielle soit ouverte au sénateur Privert, ayant bien monnayé cette

Suite en page 2

YONYON ET CONSORTS INCULPÉS AUX USA : GROS IMPACT SUR HAÏTI
Les criminels haïtiens exposés, bientôt inculpations en série
Les milieux d'affaires et politiques surtout concernés...

Par Léo Joseph

Les derniers événements impliquant la justice, aux États-Unis et en Haïti, sont porteurs de grandes surprises relatives, surtout pour les milieux politique et les gens d'affaires. Dans la meilleure tradition des administrateurs de la Justice et du système d'enquête de ce pays, les travaux sont menés discrètement et systématiquement, s'ingéniant à éveiller très peu de soupçon, ou rien du tout. C'est bien le cas que font évoquer l'arrestation d'Éliobert Jasmin, dit Eddy One et de Germin Jolly, alias Yonyon.

Suite en page 12



Germin Jolly, (tout de blanc) escorté des marshals fédéraux, accompagnés de policiers haïtiens, sur le point d'être embarqué pour les U.S.A.

HAPPENINGS! The Month of May, Haitian Heritage Month!



Assemblywoman Rodneyse Bichotte

By Raymond A. Joseph

The month of May, designated "Haitian Heritage Month" in the United States since 1998, when



Author Edwidge Danticat

Boston started the tradition, got a booster when the New York State Assembly passed a resolution May 6, formally designating it
Continued on page 7

NOUVELLES TRACTATIONS EN VUE DES ÉLECTIONS

Michel Martelly impose son homme

Jocelerme Privert se positionne pour l'intérim...

Suite de la page 1

tte opération, à la satisfaction de tous.

Arrivé au timon des affaires, par les intrigues de Michel Martelly, Jocelerme Privert n'ignorait pas la mission dont il avait été chargée. Aussi s'était-il appliqué à faire tout en son pouvoir pour donner satisfaction à ce dernier.

Jocelerme Privert, qui n'est pas en reste de reconnaissance envers son patron (Martelly), qui lui a donné les possibilités (la présidence provisoire), pour qui, lui aussi, fasse son beurre, aux dépens du Fonds PétroCaribe, en sus d'autres opérations inqualifiables qu'il a orchestrées, est tout heureux d'hériter du pouvoir une deuxième fois. Point n'est donc besoin d'élaborer davantage sur l'engouement avec lequel l'ex-président de l'Assemblée nationale (aussi bien ancien ministre de l'intérieur, sous Aristide) participe à la stratégie du « *bandit*

légal » se démenant comme un beau diable pour réussir à avoir raison d'Ariel Henry.

Pour une raison ou une autre, Michel Martelly mène la campagne anti-Henry, avec une rare urgence, affichant une attitude désespérée, comme si ce dernier faisait partie de son malheur. Sans vouloir comprendre que, pris dans un tourbillon politique mortel, il n'a pas les coudées franches pour en sortir aisément. D'où l'impossibilité de donner promptement satisfaction à ses ambitions.

« Président de doublure » d'Ariel Henry

Michel Martelly se croit le chef incontesté d'Haïti, doté des grands pouvoirs, qui passe avant tous ceux, généralement quelconques faisant partie de l'administration publique. Aussi dans l'impossibilité d'être nommé à la présidence, en tant que patron d'Ariel Henry, il s'autoproclame « *super-président* » se donnant le

droit de nommer un président anonyme, en la personne de Jocelerme Privert, celui qui se trouve derrière les moindres décisions et politiques du Premier ministre de facto.

De ce fait, c'est Michel Martelly qui tire les ficelles de ce dernier exécutant les décisions de



Jocelerme Privert, président de doublure d'Ariel Henry.

Sweet Mickey, par le biais de Jocelerme Privert. Cela fait comprendre l'obstination du neuro-chirurgien à faire le contraire de ce qu'il promet au peuple haïtien,

car obligé de faire droit aux demandes de l'ex-président-musicien.

Tout compte fait, nonobstant, les différentes alliances qu'il a établies avec des secteurs différents de la vie nationale, dont certaines semblent offrir des possibilités de « *gestion partagée* », Ariel Henry n'exécute que les consignes dictées par Martelly, en la personne de Privert.

Dans de telles conditions, on peut dire, à moins que des circonstances inattendues viennent tout chambouler, le « *président de doublure* » risque de devenir « *président intérimaire* ».

Tout cela semble expliquer l'ingouvernabilité du pays, l'impossibilité de changer le système mis en place par les PHTKistes, au cours des dix dernières années. Cela veut dire tout ce qui constitue la mal gouvernance établie par les régimes Tèt Kale, dont les héritiers politiques s'ingénient à suivre à la lettre. Ce n'est donc pas par hasard que

Ariel Henry et son équipe ne font rien pour rétablir un climat de paix et de sérénité dans le pays, en mettant les bandits armés hors d'état de nuire; en procédant à un désarmement général, à travers tout le pays; en combattant la criminalité sous toutes ses formes; en sus d'éliminer la contrebande, la corruption et le détournement systématique des fonds publics qui, du même coup, épargne leurs corollaires au pays.

Tout cela constaté, il faut conclure que, la situation que le pays est en train d'endurer trouve son origine en Michel Martelly. Autant dire, l'élimination de ce dernier sur la scène politique d'Haïti constitue l'inévitable solution de la crise sociopolitique du pays. Voilà donc une solution super-facile. Comme on dit, dans notre savoureux vernaculaire : « *N ap chache l enlè, pandan li atè a, anba pye nou* ».

L.J.

YONYON ET CONSORTS INCULPÉS AUX USA : GROS IMPACT SUR HAÏTI

Les criminels haïtiens exposés, bientôt inculpations en série

Les milieux d'affaires et politiques surtout concernés...

Suite de la page 1

Présentement, les deux poireautent dans deux prisons fédérales séparées, attendant leurs jugements.

Bien que ces deux hommes, le premier trafiquant de drogue patenté, et l'autre chef de gang criminel confirmé, constituent des mines riches d'informations pour la Justice fédérale, dans domaines différents, les témoignages qu'ils porteront potentiellement peuvent se rencontrer, la manière dont la pègre haïtienne fonctionne aidant. Puisque le protocole suivi par les interrogateurs fédéraux incite les accusés à faire des abondances d'aveux susceptibles d'incriminer leurs partenaires anonymes dans les crimes. Surtout quand ces derniers représentent des entités puissantes dans tous les domaines de la société. Les plus hauts placés, le mieux.

Le dernier haïtien à être « *expulsé* » en date, aux États-Unis purgeait une peine d'emprisonnement à vie, au Pénitencier national, à Port-au-Prince. Suite à une demande d'« *entraide judiciaire* » de la part de la Justice étatsunienne, il a été livré aux Américains, qui n'ont pas tardé à l'embarquer à bord d'un avion

spécial du Bureau fédéral d'investigation (sigle anglais FBI).

Dans l'acte d'accusation dressé par l'Office du District fédéral de Washington (District of Columbia), Germiné Jolly est

pésent ces mêmes accusations, il est également accusé, comme eux, de « *contrebande et blanchiment d'argent* ».

Précédemment Éliobert Jasmin a été transféré à Milwaukee,

dans chaque dossier, sa réputation de piloter, comme on dit, aux États-Unis des « *Federal Cases* » (des Cas fédéraux) — des actions dont sont faits l'instruction complète de tous les tournants et

Gare aux collaborateurs anonymes d'Éliobert Jasmin et de Germiné Jolly

Il n'est plus un secret pour personne, particulièrement ceux qui évoluent dans les secteurs politiques et des affaires, que, dans les cas criminels, plus précisément, la justice américaine cherche toujours à incriminer les « *vedettes* », les « *riches* » et les « *plus hautes autorités politiques* », dans leurs domaines respectifs. Par exemple, les récentes extraditions, aux États-Unis, d'au moins trois ex-présidents d'Amérique Latine s'inscrit dans le cadre de cette stratégie. De toute évidence, la demande d'« *entraide judiciaire* » par la Justice américaine à celles qu'avaient dirigé ces anciens chefs d'État latino-américains a fait suite à la mise en accusation de personnes précédemment arrêtées ou extradées vers les États-Unis, après avoir été inculpées pour violation des lois américaines. Si la grande majorité d'elles sont des trafiquants de drogue, il y a également des accusés dont les crimes sont liés aux finances, au trafic illégal d'armes, mais rarement à des crimes politiques, à moins que les



Éliobert Jasmin, escorté de maréchaux fédéraux et de policiers haïtiens sur le point d'être embarqué à destination de Miami avant son transfert à Milwaukee, dans le Wisconsin.

inculpé pour son rôle présumé dans un « *complot criminel violant les lois sur l'importation d'armes à feu et de munitions des États-Unis à Haïti* ». Avec trois autres personnes d'origine haïtienne, dont une femme, Américaine née Haïtienne, sur qui

dans le Wisconsin. Il est inculpé, avec d'autres, par les autorités judiciaires de cette juridiction pour exportation de stupéfiants, aux États-Unis, ainsi que de blanchiment d'argent.

Dans la mesure où la justice fédérale américaine confirme,

aboutissants, il faut s'attendre à des rebondissements spectaculaires, du genre que des vedettes, dans plusieurs secteurs de la société haïtienne seront identifiées, quand elles ne font pas l'objet de poursuites elles-mêmes.

Suite en page 13

AUTOUR DES AFFRONTEMENTS DES GANGS AU NORD DE LA CAPITALE

Accusé de leur fournir des armes, un ex-député se dit innocent...

Jean Tholbert Alexis : Rien de commun avec eux...
Il est donc prêt à confronter les déclarations de Chen Mechan...
Suite de la page 1

tées contre lui. La seconde a jugé mieux de garder le silence, donnant l'impression qu'il assume, de pied ferme, ses responsabilités dans cette affaire.

Jean Tholbert Alexis, ex-député de Croix des Bouquets, accusés avec Yves Léonard, d'être les fournisseurs en armes du gang appelé « 400 Mawozo » prétend son innocence. Dans le même article, il est rapporté que le bureau de M. Alexis, à Croix des Bouquets, et l'hôtel de M. Léonard servent à entreposer les engins de guerre des malfrats, pour éviter qu'ils ne soient confisqués par les autorités, à l'occasion d'une éventuelle fouille de leur cachette.

Suite à un texte publié par Rezonòdwès citant copieusement l'article d'*Haïti-Observateur*, M. Alexis a fait un appel téléphonique à Léo Joseph pour se plaindre des faits rapportés à son sujet par Rezonòdwès qu'il prétend faux. Déclarant qu'il n'a « rien à voir avec ce monde », faisant allusion aux malfrats qui sèment le deuil et la destruction, présentement au nord de Port-au-Prince, après avoir réduit les communes situées au sud de la capitale (Carrefour, Martissant, Village de Dieu, Grand Ravin, etc.) en « no-man's land ». Au rythme où se poursuit la guerre des gangs, dans les communes de Croix-des-Bouquets et de Bon Repos, dont les attaques récurrentes sont déclenchées quasiment au quotidien, on serait en droit de croire que tous les criminels, à la solde des hommes politiques, ont la même mission. Il s'agit de faire se

dépeupler les zones à fortes concentrations de populations opposées à leurs politiques, afin de mieux organiser des « élections faites sur mesures », aux profits de leurs candidats.

Dans sa conversation téléphonique, avec le directeur d'*Haïti-Observateur*, M. Alexis déclare qu'il est totalement attaché à ces communes, qu'on lui prête l'intention de livrer en pâture aux gangs, alors qu'en réalité il a mis ses compétences politiques au service de ces communautés qui, dit-il, l'ont vu naître, grandir, s'épanouir et prospérer.

Ayant appris que l'avocat de Jean Tholbert Alexis, Reynold Georges, avait publié un avis, dans lequel il menaçait de poursuivre en justice ceux qui propagent de fausses informations à l'égard de l'ancien parlementaire, l'auteur de l'article en question a demandé à celui-là d'expliquer son intention. Alors M. Alexis a répondu qu'il se propose de publier un article en réponse à celui déjà diffusé dans le journal, afin de réfuter les « déclarations mensongères » à lui attribuées.

À ces mots, Léo Joseph a répondu par un oui accueillant, tout en profitant de l'occasion de préciser, pour son interlocuteur, qu'un tel article doit être soumis mardi, très tôt dans la matinée. Sur cette note s'est terminée la conversation. Les dispositions étaient immédiatement prises pour que l'espace destiné à la publication du texte de M. Alexis soit disponible.

Alors que, dans l'esprit de Léo Joseph, l'hospitalité offerte à la lettre de l'ex-parlementaire a « force de loi », M.

Alexis semblait, de son côté, avoir eu une conversation comme les vingtaines ou plus d'autres qu'il a, au cours d'une journée, et qu'il a vite oubliées. Car, resté dans l'attente de l'article promis, Jean Tholbert Alexis ne l'avait toujours pas envoyé, après 5 heures 30 du soir.

À ce moment précis, j'ai composé quelques lignes, qui lui ont été envoyées via WhatsApp, en lui tenant ce langage : « *Pas d'article de vous jusqu'à cette heure. Pourtant je m'apprête à produire un texte basé sur les déclarations de Chen Mechan* ».

L'ex-parlementaire a immédiatement envoyé, également par WhatsApp, une vidéo accompagnée d'un texte écrit, portant la mention « *Mis à jour le 10 mai 2022* ».

Extrêmement occupé, dans la cuisine de l'édition de cette semaine, pour laquelle je resterai attelé au travail toute la nuit du mardi, jusqu'au mercredi matin, aux environs de 5 heures, quand sera terminé le journal, je ne pouvais, raisonnablement, prendre le temps pour suivre la vidéo, ni lire le texte au complet. Par contre, j'ai parcouru rapidement le texte pour comprendre qu'il s'agit d'un document datant de quatre ans dirigé à l'intention de ce même Chen Mechan, qui aurait porté contre l'ex-député Alexis les faits aujourd'hui incriminés.

En tout état de cause, ce texte, dont l'auteur est identifié comme le journaliste Méri-nord Mercier, animateur vedette à l'émission « *Bras lide* » émise tous les soirs sur les ondes de RCH 2000, me laisse sur ma faim. Autant

dire, je me trouve encore dans l'impossibilité de trouver notre député innocent des déclarations, qu'il prétend mensongères, portées contre lui. Toutefois, il me reste à mieux saisir sa situation avant de faire marche-arrière par rapport à la position prise par *Haïti-Observateur*, en ce qui concerne ses relations avec la pègre haïtienne.

Chen Mechan est catégorique

À mes yeux, jusqu'à preuve du contraire, il manque d'informations pour déterminer de quel côté se trouve la vérité. Face aux déclarations que m'a faites M. Alexis, Chen Mechan est catégorique. Il a lâché ses paroles extrêmement importantes : le député Jean Tholbert Alexis lui a fait don de ses « deux premiers revol-

vers », avant d'ajouter qu'il lui a ensuite remis « quinze mitrailleuses ». Après ces deux premières révélations, il prétend avoir obtenu USD 50 000 \$ du parlementaire.

Il est à souhaiter que la vérité se révèle, éventuellement, dans toute sa clarté, pour que soit préservée la carrière politique de l'ex-parlementaire, histoire de lui permettre de continuer à bien servir son pays.

Par contre, j'estime qu'il est opportun de recommander à Jean Tholbert Alexis de donner sa position d'homme politique, par rapport aux actions criminelles menées contre les communautés du Nord de Port-au-Prince, du Sud de la capitale et des dix départements en général.

L.J.



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

GUEST EDITORIALIST

A New Stage of the COVID-19 Pandemic

By Ashwin Vasan, MD *

Throughout the COVID-19 pandemic, New Yorkers have stepped up time and time again to protect each other. Today, over 6 million New Yorkers are fully



Ashwin Vasan, MD

vaccinated, over 3 million are boosted, and we have more tools than ever before to take on the virus.

As the City's doctor, I want to be clear with New Yorkers every

step of the way as the pandemic continues to unfold. We are in a new stage of the pandemic, and our strategy to protect our city from COVID-19 is evolving. Currently, we are seeing a rise in cases across all five boroughs. Over the past week, the citywide 7-day average percent positivity has also increased. As a result, our Alert Level is now yellow, which means there is a medium community spread of COVID-19.

New Yorkers should take greater caution now, especially those most at risk for serious disease. We have more work to do, specifically around promoting vaccinations, treatments, and mental health supports.

First, vaccination remains vital. Having millions of New Yorkers fully vaccinated built up our defense ahead of the omicron wave. Boosters help keep COVID-19 immunity up to date. The data prove it: According to

the CDC, the vaccine's effectiveness against hospitalization dropped to 57% in people who had a second dose more than six months before Omicron, but after the booster, it went back up dramatically to 90%. All eligible New Yorkers should get their booster as soon as they are eligible, and for many, that time is right now.

The City is working to get more New Yorkers boosted. Boosters are especially important for those at high risk of severe outcomes and those 65 and older, of which only 55% have received their booster or additional dose. For an appointment or to ask any questions, call 212-COVID-19 or visit nyc.gov/vaccinefinder.

Second, we now have two effective treatments for COVID-19—antiviral pills and monoclonal antibodies. The FDA has authorized two antiviral pills to treat COVID-19: Paxlovid

and Lagevrio (molnupiravir). The pills are taken daily for five days to stop the virus from spreading and prevent symptoms from getting worse. Monoclonal antibody treatments—such as bebtelovimab—are a one-time intravenous treatment that build up antibodies to fight the virus. There is also a monoclonal antibody, Evusheld, that can help protect someone from getting COVID-19 if they have a weakened immune system or are unable to be vaccinated.

New Yorkers with mild to moderate symptoms should take advantage of these treatments, because they will prevent severe illness and hospitalization. Anyone who tests positive for COVID-19 can contact their doctor or call 212-COVID19 to be connected to care and discuss treatment options. Antiviral treatments are free and available for same-day delivery through the Health Department programs.

Lastly, as we continue to fight COVID-10, we must pay attention to our mental health. New Yorkers have experienced collective pain and trauma over the past two years. According to

our most recent data, 25% of adult New Yorkers have symptoms of anxiety, and 18% have depression.

There are resources for anyone who needs support. New Yorkers can call NYC Well at 888-NYC-WELL or text "WELL" to 65173 to be connected to a mental health counselor 24/7. I also urge New Yorkers to reach out to someone in your life today to check in and share a few words of kindness and support.

As we move forward to the next phase of the pandemic, remember that we are in this together. We continue to strongly recommend that everyone wear a mask in public indoor settings. Get vaccinated, get tested, and seek care if you are ill. The choices you make to protect yourself from COVID-19 are not just for you—they will impact on someone else in your community. All of us have more tools than ever to keep our city safe, including the care we have for each other, whatever comes our way.

*Dr. Ashwin Vasan is New York City's Health Commissioner

Comment se règlera le conflit entre la Russie et l'Occident sur le sol ukrainien ?

Par Berg Hiacinthe *

Le scientifique spécialiste de la défense et de la sécurité Berg Hyacinthe a pu établir, avec un incroyable niveau de certitude, les mouvements de chaque acteur du conflit actuel, avec quelque quatorze ans d'avance. J'étais curieux de savoir ce qu'il savait par rapport à la fin de la guerre en Ukraine, afin de partager ces « jeux des données », avec les lecteurs d'*Haïti-Observateur* : Un terme sophistiqué qu'il utilise régulièrement pour désigner les scoops. Je lui ai posé la question susmentionnée et sa réponse m'a choqué : Ce conflit sera éternel, car il ne s'agit pas de l'Ukraine. C'est le même vieux paradigme de guerre par procuration Est-Ouest. Lorsque j'ai demandé à en savoir plus, il m'a renvoyé au modèle coréen. En outre, il m'a rappelé que les mêmes acteurs extérieurs sont présents sur le champ de bataille européen. Vous trouverez ci-dessous l'exposé anticipé du Dr Hyacinthe sur ce qui se passera, en Ukraine, au cours des prochains mois.

Qui bluffe ?

Il y a du bluff et de l'hypocrisie dans l'air. Les médias occidentaux ont vu juste, la première fois, avant de revenir à la propa-

gande. Certains présentateurs de journaux télévisés sont allés jusqu'à dessiner une carte illustrant une division Est-Ouest de l'Ukraine, quelques jours avant même le début de la guerre. En bref, les analystes méfiants savaient avant la guerre, comme ils le savent maintenant, que l'objectif primordial de Poutine est



Le président ukrainien Volodymyr Zelensky n'entend céder un seul pouce de terrain.

de diviser l'Ukraine afin de créer un tampon de sécurité lourdement armé avec l'Ouest.

Il est probable que la Russie revienne sur son opposition au souhait de Zelensky de rejoindre l'OTAN, en échange de son tampon de sécurité. Toute autre activité autour de Kiev et au-delà des objectifs primaires de la Russie devrait être interprétée comme des objectifs secondaires utilisés comme sondes ou distractions.

En effet, si Zelensky suivait le conseil de Biden d'abandonner le combat, la Russie exploiterait bien sûr le vide. Toutefois, la division de l'Ukraine n'a jamais cessé d'être l'objectif primordial. Du point de vue de la Russie, aucun sacrifice n'est trop grand, pas même la perte de son navire de guerre (le Moskva), dans sa quête pour garantir le tampon de sécurité en question.

La signification de gagner la guerre en



Le président américain Joe Biden ou la stratégie de l'usure contre Putin.

Ukraine

Pour certains, gagner signifie conserver la Crimée, annexer Mariupol et interconnecter les « territoires contrôlés par la Russie » le long de ses frontières. À quel prix ? Seul l'avenir nous le dira. Cependant, ce qui est évi-

dent, c'est la détermination de Poutine à accomplir sa mission triangulaire. Pour d'autres, gagner signifie rester au pouvoir et rejoindre l'OTAN pour être protégé. Gagner signifie également



Le président russe Vladimir Putin, toujours pas en possession des moyens de sa politique.

empêcher la Russie de s'emparer de la partie occidentale de l'Ukraine, sans engagement officiel de troupes américaines sur le terrain, tout en maintenant la Chine hors du champ de bataille. En somme, un scénario gagnant-gagnant peut être construit selon le raisonnement suivant : Parvenir à un accord pour rétablir la paix en Europe, le plus tôt sera le mieux, tout en maintenant l'intégrité territoriale de l'Union européenne.

À l'évidence, le conflit ukrainien est un affrontement Est-Ouest autour de la sphère d'influence de deux ennemis histo-

riques : les États-Unis et la Russie. Ce conflit ne prendra jamais fin. Toutefois, un règlement est susceptible de se dessiner selon les principes suivants. L'Ukraine orientale penchera vers l'Est, sous la sphère d'influence de la Russie, et l'Ukraine occidentale penchera vers l'Ouest, intégrant à terme l'OTAN et l'Union européenne. La Crimée et Mariupol resteront, très probablement, dans la sphère d'influence de la Russie.

Des conséquences graves

Des conséquences majeures s'ensuivront. La Russie menacera d'armer lourdement l'Europe de l'Est, avec la perspective de têtes nucléaires au-dessus de la tête de l'OTAN, à moins qu'une série de concessions ne soient faites au-delà du conflit ukrainien. Le système financier occidental sera définitivement remis en cause, une autre source de tension susceptible de conduire à un conflit armé plus large dans un avenir proche. Dans le cas d'une guerre plus large, dans un avenir proche, l'Ukraine occidentale sera la cible numéro un. Les deux parties sont conscientes de cette sombre réalité. Par conséquent, la militarisation de l'Ukraine est inévitable.

Suite en page 5

Comment se règlera le conflit entre la Russie et l'Occident sur le sol ukrainien ?

Suite de la page 4

Guerre psychologique cybernétique et accusation sélective de génocide

Une accusation claire de génocide a récemment été formulée et adressée au Conseil de sécurité des Nations unies, à l'Union africaine et au Congrès américain. D'un côté, il décrit les escadrons de la mort intégrés aux forces de police américaines et engagés dans le meurtre disproportionné de Noirs de tous âges, en plein jour sur le sol américain. De l'autre, il décrit les atrocités perpétrées par des gangs armés, alliés à des représentants du gouvernement haïtien - triés sur le volet et soutenus aveuglément par l'administration Biden-Harris. Les vies noires ne semblent pas avoir d'importance dans le cas d'Haïti. Au lieu de cela, l'accent est mis sur l'Ukraine avec une campagne de guerre de l'information à grande échelle. L'accusation sélective de génocide doit cesser. Nuremberg doit s'appliquer aux Noirs, notamment aux Haïtiens et aux Noirs d'Amérique.

En tant que tel, il est important de mettre en garde contre le

danger associé à une mauvaise interprétation de l'intention et du comportement de Poutine, dans certains cas intentionnellement, dans le cadre d'une offensive d'information ouverte et soutenue. Il est également important de décrier ce double standard appliqué en Ukraine par rapport à Haïti, non pas comme un soutien à Poutine, mais comme un plaidoyer continu en faveur du peuple haïtien :

Un génocide est en cours en Haïti, tandis que la voix du peuple haïtien est réduite au silence par les médias grand public et leurs riches et puissants mécènes.

Un génocide est en cours en Haïti, alors que les Noirs d'Amérique sont conditionnés, par d'habiles cyber-guerriers psychologiques, à ignorer les atrocités et les pillages perpétrés contre leurs propres frères et sœurs, tant aux États-Unis qu'en Haïti.

Un génocide est en cours en Haïti, tandis que des Blancs prennent les armes de l'autre côté de l'Atlantique pour sauver les leurs en Ukraine, en utilisant l'argent collectif des contribuables américains. Inutile de rappeler à tous que les non-Blancs, les Noirs et notamment les Haïtiens vivant

aux États-Unis paient des impôts au gouvernement américain. Quand les Noirs et les non-Blancs élèveront-ils leur voix en faveur d'Haïti ? Quand le Black Caucus imitera-t-il les partisans de Zelensky dans le contexte haïtien ?

Un génocide est en cours en Haïti, alors que l'Union africaine décide s'il est approprié de dénoncer le génocide perpétré contre les Africains et les Afro-descendants tant aux États-Unis qu'en Haïti. Pendant ce temps, c'est avec beaucoup de confort, de confiance et de fierté que le terme génocide a été utilisé par les médias occidentaux et par Joe Biden lui-même pour parler de la tragédie en Ukraine.

Monsieur le Président, un génocide est en cours en Haïti, aujourd'hui, et vous continuez à soutenir l'implication du gouvernement actuel dans la perpétuation de ce crime des crimes. Dirigé par Ariel Henry, ce gouvernement, selon votre propre envoyé spécial Daniel Foote, est allié à des bandes armées et à des assassins formellement accusés d'un président en exercice, sous votre surveillance et dans votre sphère d'influence. M. le Président, l'Ukraine est-elle plus proche de vous qu'Haïti ? Le soutien aveugle à vos politiques ratées, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des États-Unis, s'estompe définitivement, comme prévu.

Ce n'était pas de la propagande russe quand le Washington Post mettait en garde Biden et ses alliés politiques le 10 octobre 2021 : « Je pense que la frustra-

tion est à un niveau record, et Biden ne peut pas aller en Géorgie ou dans n'importe quel autre État noir du Sud et dire : 'Voilà ce que nous avons livré en 2021' ». (Les voix derrière la chute des sondages de Biden — *The Washington Post*). De même, ce n'est pas de l'anti-américanisme, lorsque CNN rapporte que « les jeunes Américains se sont retournés contre Joe Biden » (Les adhésions de Joe Biden dans les sondages commencent à chuter au sein d'une catégorie vraiment imprévisible—CNNPolitics). C'était une question de temps. Les alliés politiques de Joe Biden vont probablement payer un lourd tribut pour ne pas avoir répondu à ses « provocations humiliantes » devant le Sénat et la Chambre des représentants sur le génocide qui ravage actuellement les Noirs en Haïti. Pleinement conscients de la position de Biden sur Haïti, les jeunes Américains se sont retournés contre Biden aujourd'hui. Il est probable qu'ils se retourneront contre ses alliés politiques en novembre. Un juge noir de la Cour suprême, comme l'a révélé la ti-

tularisation du juge Clarence, ne doit pas être traité comme une personne nommée pour des raisons politiques et censée apporter des changements en Amérique. Les Noirs d'Amérique attendent toujours d'avoir un accès sans entrave - le plein droit - de voter comme tout autre citoyen américain. Un juge noir a-t-il le plein droit de voter aux élections américaines, conformément à la Constitution ? Les Noirs veulent des actions. Les jeunes Américains exigent des réponses.

Les Haïtiens sont-ils considérés comme des « sous-hommes » par leurs propres frères et sœurs en Amérique et au-delà ? L'heure est venue d'agir. Il serait approprié, dans le cas d'Haïti, que les Noirs du monde entier fassent preuve du même niveau de solidarité que celui que nous avons observé en Ukraine, ces dernières semaines. Haïti est confronté à une menace existentielle. Il y a surenchère à vouloir effacer et réécrire l'histoire, ainsi que les réalisations héroïques de la première République noire. L'heure est venue !

* Berg Hyacinthe, PhD

Frantz
Photo & Video Studio
PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118
843 HUNTER AVE. (BET. UNION & PRINCE)
FRANTZSTUDIO.COM

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communion, Headshots, Enlargements (without Negative!), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

Cidihca Adm
Découvrez la dernière parution des Éditions du CIDIHCA

HAÏTI
UNE HISTOIRE POPULAIRE D'HAÏTI



460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

CHARLES DUPUY
HISTOIRE POPULAIRE D'HAÏTI
UNE HISTOIRE POPULAIRE D'HAÏTI
ÉDITIONS LA PÉRIODE - 2021

Avec sa plume brillante, élégante et précise, Charles Dupuy nous offre ici une étude analytique soignée, rigoureuse et solidement documentée de l'histoire d'Haïti.

Arraché de tous les intérêts, cet ouvrage décrit la réalité quotidienne du citoyen haïtien ordinaire et fournit toutes les clés pour comprendre les dessous des grands événements historiques qui ont ponctué la vie nationale. De l'arrivée des Européens sur la terre de Quisqueya aux heures glorieuses de l'indépendance, ce livre raconte, examine et puis surtout explique les épisodes les plus saillants qui ont fait la gloire impérieuse d'Haïti comme ceux qui ont entraîné sa disgrâce et sa lente déchéance. Écrit dans un style clair et limpide, il s'agit ici d'un livre captivant, passionnant, instructif, un livre tout plein d'espoir et d'optimisme, et pour tout dire, un livre indispensable à l'homme haïtien.

Réputé pour son souffle narratif, sa finesse d'analyse et sa rigueur, Charles Dupuy, dont la série La Croix de l'histoire a été plébiscitée par la critique et le grand public, nous donne enfin ce livre d'histoire structurée, substantielle, convaincante et surtout agréable à lire que lui réclamaient les amateurs et passionnés de notre passé de peuple.

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Pi gwo deblozay anvan nou resi pran youn souf

Sa k ap pase nan zòn Kwadèboukè ak Kwadèmisyon depi dat 24 avril, pa gen bouch pou pale. Men sanble se pi gwo deblozay la anvan pèp la pran youn souf, paske pa gen fèmèn je ankò sou sitiwayon malouk peyi Dayiti ki prèske sou kontwò, gang, sot nan Sid monte nan Nò.

Jan nou tande l la, e menm Nasyon Zini konfime sa, apre 12 jou batay nan 2 zòn sa yo ki sèlman ant 3 e 8 kilomèt ak Pòtoprens, kapital peyi a, se plis pase 75 mounn ki pèdi lavi yo, fanm ak ti mounn ladan yo; 68 mounn yo konte ki blese, epi anviwon 9 mil (9 000) k oblije kite lakay yo, san yo pa konnen kibò yo pral jwenn youn kote pou dòmi, kijan yo pral manje e pran swen lòt nesessite yo genyen tankou mounn. Vrèman, se youn katastwòf.

Antretan, nan kapital peyi Kiba, Aván (Havane), youn gwo eksplozyon nan vandredi, 6 me a, detwi youn gwo lotèl, kote 26 mounn mouri, 4 timounn pami yo. Anplis de sa, 50 mounn majè ak 14 timounn blese. Kanta pou lòt domaj, gen 2 gwo bilding apatman tou kole ak lotèl la, ki sibi anpil epi se anviwon 2 blòk ki sekwe nan trajedi sa a.

Prezidan kiben an, Miguel Diaz-Canel, ansanm ak Premye minis la, Manuel Marrero Cruz, te debake tousuit al wè sa k te pase a, epi prezante kondoleyans bay fanmi ki sibi yo. Anplis de sa, yo pwomèt bay tout sipò nesessè pou ede mounn ki pèdi preske tou sa yo te genyen. Epi pou lidè sa yo, pwomès se dèt.

Antretan, nou wè youn mesaj sou twitè de youn sèten Ariel Henry (Aryèl Anri) k ap di kijan sa touche l anpil epi l voye bèl pawòl monte pou pèp Kiben an, nan moman sa a kote tristès an-vayi anpil mounn. Sa vrèman touche mesye sa yo bay pou Aryèl Anri a. M ap bay, an franse, sa m wè msye ekri sou twitè, nan dat 8 me a : « *La nouvelle de la tragédie qui a endeuillé Cuba, l'île sœur, nous a plongés dans l'affliction. Ainsi, je joins ma voix à celle de la nation tout entière pour exprimer ma solidarité et ma compassion au peuple cubain, bouleversé par cette catastrophe* ».

Sa n tande a, mounn pati dèyè msye sou twitè. Se pa ni 2 ni 3 mesaj mwen wè kote y ap trete mesye a de tout klas vye non ki genyen sou latè. Yo dezabiye l, mete l toutouni. Swadizan Premye Minis Ayiti, linèt nan je l la pa pèmèt li wè sa k ap pase ann Ayiti. Se sa k ap pase byen lwen li ka wè. Nou sonje jan l te kouri anonse « *solidarité* » ak pèp Ikrenyen,

jouk lòtbò latè, k ap sibi anba Larisi ki anvayi peyi yo e k ap kraze brize. Kounnye a, lapenn ap touye l tou pou pèp Kiben an. Li fè lemmn antye konn sa.

Si pou m ta pibliye tout mesaj kote y ap dezabiye swadizan Premye Minis Ayiti a, nou pa t ap gen espas pou anpil lòt istwa nan jounal la. Men nan tout mesaj mwen wè yo m ap pran sa *LeoMessi7* te depoze sou twitè pou *Dr.Ariel-Henry* a : « *Sa k pase CUBA a, selon ou, pi rèd, pi di ke sa kap pase pèp Ayisyen an depi omwen 2 lane la a? Ou panse sa k pase CUBA a merite atansyon w plis ke sa kap rive moun Matisan ak la plèn, pou m site sa yo sèlman?* »

« *Se PM dimond ou ye, ou-byen PM Ayiti? Kijan w fè SAN-*



Waldè Sen-Lwi, twazièm konpayon Eliann Tinis.

WONT konsa, Granmoun? »

Mwen kwè ke *LeoMessi7* pale pou mwen avèk pou lamajorite pèp Ayisyen an. Men m ap fè nou remake ke mesye yo bay pou Aryèl Anri a pa vle parèt kòm ipokrit. Se sa k fè sa k ap pase ann Ayiti a pa touche l youn ti kras. Paske gang k ap konmèt tou zak sa yo, k ap touye mounn, k ap fè mounn kouri kite lakay yo pou sove lavi yo, ki vin refije nan lari nan pwòp peyi yo, se li menm ak tout asosye l yo ki lakòz. Dayè, si l pa t vle, gang pa t ap opere nan peyi a. Gang yo se asosye. Kidonk, msye sensè ak tèt li, li pa ka di sa fè l mall, osnon lapenn, pou mounn k ap sibi jan y ap sibi ann Ayiti a. Yo merite sa.

Yonyon nou wè Ameriken vin pran semèn pase a, « c'est le commencement des douleurs », jan yo di sa an franse

Asireman, nou tande koze Yonyon an, ki se vrè chèf « *400 Mawozo* », gang ki lakòz tout deblozay k ap pase nan zòn Kwadèboukè ak Kwadèmisyon depi dimanch pase anwo, 24 avril. Nou te wè foto msye abiye tou de blan, mask blan nan figi l, menote, avèk 2 Blan, younn chak bò l, avèk Nèg ak zam

pa dèyè, ki sanble polisye k ap kondui msye pou mete l nan avyon spesyal otorite ameriken te voye vin chache l.

Se kounnye n ap aprann ke depi lane 2018, Yonyon, ki gen 29 lane sou tèt li, te nan Penitansye Nasyonal nan Pòtoprens. Men pandan li te nan prizon an, se li ki t ap dirije operasyon gang « *400 Mawozo* » a, menm lè yo te met Wilson Joseph, (*Lanmò Sanjou*) devan. Antouka, pou etan l nan prizon an, avèk telefòn selilè l, ap dirije tout operasyon sa yo, nou tou konnen te gen bonjan koope-rasyon ant li menm ak mesye yo ki anchaj prizon an. Nou pa menm bezwen mande, nou konnen mesye yo te touche gwo kòb pou pèmèt Yonyon opere jan l t ap opere a. Pa bliye, mezanmi, mwen pa egare !

Fò m fè nou sonje ke se gang « *400 Mawozo* » sa a ki te kidnape 17 misyonè yo le 16 oktòb lane pase. Se te 16 Ameriken ak youn Kanadyen, 5 timounn pami yo. Yo te kenbe moun yo diran 2 mwa, e yo te mande 17 milyon dola, youn milyon pou chak, menm pou timoun yo, pou lage yo. Lè sa a otorite ameriken yo te voye FBI ann Ayiti, ki te patisipe nan negosasyon pou lage misyonè yo. Senk ladan yo te jwenn liberasyon yo anviwon youn mwa apre kidnapi nan. Men gang nan te kenben 12 lòt yo jouk le 16 desann, 2 mwa jou pou jou.

Gouvènman ameriken an te di, selon jan yo opere, yo pa t debouse 5 kòb nan peye kidnape. Men selon sa k te pibliye, gen youn bon Samariten, ki pa t aksepte pou non l soti, ki te bay youn kòb ke nou pa janm konnen konbyen l te ye. Antouka, ak milyon sa yo, Yonyon, gwo chèf la, te fè bonjan separasyon. M pa kwè m egzajere si m di menm mesye anchaj Penitansye nasyonal la te jwenn



Joslen Do

pa yo. Epi lòt chèf tou. Kòm nou konnen se pa chen ase lajan fè danse.

Epi Lajistis Etazini te fourè bouch nan kesyon an

Vwala ke se semèn pase a, n ap aprann ke lajistis Etazini te gentan sou kesyon an depi nan mwa novanm pandan misyonè yo te nan men gang « *400 Mawozo* » a. Wi, n ap vin konn sa se semèn pase a apre yo te vin ak Yonyon nan Wachintonn, kapital Etazini an. Se lè sa a n ap aprann ke depi le 10 novanm lane pase, Tribinal sa yo rele « *District Court* » nan Wachintonn, te gentan prepare pou youn

« *Grand Jury* » tande ka Yonyon an ak 3 lòt akonplis : Eliande Tunis, Jocelyn Dor ak Walder St. Louis, ki te akize de konplo pou kidnape mounn ann Ayiti epi achte zam bò isit. Nan youn depozisyon ki gen 28 chèf akizasyon, ki blayi sou 17 paj, Lajistis montre kijan 3 Ayisyen, ki te an Florid yo te kominike ak Yonyon pandan l te nan prizon e kijan chèf la te pase lòd ki klas zam pou y achte voye bay mounn li yo ann Ayiti. Yo gen kont konvèsasyon ant mesyedam yo, yo jwenn kijan lajan te transfere nan kin bank, epi kijan zam yo te rantre Ayiti youn fason degize. Antouka, chèf Yonyon te konn metye l byen.

Enben, yo tout anba kòd



Migèl Diaz-Kanel, prezidan kiben an

kounnye a, nan prizon isit Ozetazini, ap tann jou jijman yo. Sa ban nou a reflechi. Si gang « *400 Mawozo* » a pa t kidnape misyonè Blan yo, anyen pa t ap rive jiskaske pou Ameriken vin fourè bouch nan kesyon an. Paske se omwens depi lane 2018 konsa ke gang nan ap opere nan zòn Kwadèboukè epi anyen pa janm rive yo. Okontrè, nou ka sonje, lane pase, nan mwa davril, « *400 Mawozo* » te met lapat sou 5 prèt ak 2 mè. Te gen Blan franse pami yo. Gang nan te mande youn milyon dola pou lage yo. Antouka, mounn yo te pase 2 semèn an kaptivite. Nou pa konn konbyen ki te debouse pou relijye katolik yo te jwenn liberasyon yo. Men jan nou wè l la, konmès kidnapi nan vin kreye youn nouvo gwoup milyonnè nan peyi a, milyonnè kriminel.

Gang yo gen gwo kontak, mounn nou pa ta kwè

Kriminel yo gen gwo bwa dèyè bannann yo. Se kounnye a nou vin konnen ke ansyen depite Kwadèboukè a, Jean Tolbert Alexis, manm PHTK, se konseye « *400 Mawozo* ». Epi òm dafè, ki ka menm kandida pou prezidan, Yves Léonard, ki gen youn lotèl nan Kwadèboukè, gen bonjan relasyon ak « *400 Mawozo* ». Okontrè, te gen depo zam anba lotèl la pou gang nan. Nou tande yo di gen mounn ki te kidnape ki te pase 2, 3 jou nan lotèl la. Nou p ap di se pa vre, paske jan nou te toujou kwè, mesye gang yo gen gwo kontak. Lè yo touche tout milyon dola sa yo pou lage viktim yo, asireman se gwo kontak sa yo ki ede yo depoze lajan an youn kote. Yo pa fou pou y al fourè tout milyon

sa yo anba matla.

Li pa janm twò ta pou verite a vin aklè sou kesyon gang yo. Vwala ke avèk atak « *400 Mawozo* » kont gang « *Chen Mechan* » nan Kwadèmisyon, nou vin aprann ke gang Kwadèboukè a ap feraye pou Michel Martelly (Mateli), Bandi Legal la. Kanta pou gang Kwadèmisyon an se te gang prezidan ki ansasinen an, Jovnel Moïse (Moyiz). Piske l pa la ankò, se madanm ni, Martine, ki pran larelev, epi konseye l se Laurent Salvador Lamothe (Loran Salvadò Lamòt), ansyen Premye Minis Bandi Legal la. Epi batay k ap fèt la se youn fason pou gang « *400 Mawozo* » a vin gen plis zòn sou kontwòl li lè yo rive nan fè eleksyon, kòm nou konnen eleksyon malatchong. Epi se « *Chen Mechan* » ki kontwole plis tètwa, ki menm fè pati de Pòtoprens, tankou Delma elatriye.

Epi se nan sa nou ye la a, nan batay pou kontwole plis tètwa, ke Wout (Route) Nasyonal No. 1 pou al nan Nò, ak Wout Nasyonal No. 3 pou al Plato Santral, te koupe diran 2 semèn. Menm si gen youn ti alemye kounnye a, li san lè pou 2 Wout Nasyonal sa yo vin menm jan ak Wout Nasyonal No. 2 ki desann al nan Gran Sid la, ki koupe depi premye jou mwa jen. Premye me ki sot pase a fè 11 mwa, depi kominakasyon pa tè pa posib avèk 4 depatman ak 3 vil nan depatman Lwès la. Kounnye a se pral menm bagay pou lòt depatman yo. Epi yo gen kouray



Eliande Tunis, youn konpayèl Yonon

ap pale de « *La République d'Haïti* » toujou. Ou pa ka menm pale de « *La République de Port-au-Prince* » ankò, paske gang kontwole prèske lamwatye zòn ki antoure kapital la. Kivedi, Aryèl Anri ak tout asosye l yo p ap okipe anyen pou peyi a. Plas yo pa la kote yo ye a, yo sèlman ap plen pòch yo san rete, pandan ke peyi a ap degrengole, desann tou dwat nan lanfè.

Mwen pa ba yo bouch, men jan sa prale la a, avèk tout klas revelasyon k ap fèt yo, sitou avèk Yonyon ki nan men mesye Wachintonn yo, gen anpil mounn k ap tranble. Jan nou wè l la, plizyè gwo bwa pral anba kòd. Epi m tande Ti Chal k ap di : « *À peine si les plus justes seront sauvés !* »

**TiRenm/
Grenn Pwonmennen
11 me 2022
raljo31@yahoo.com**

HAPPENINGS!

Continued from page 1

"Haitian Heritage Month" in New York State.

Congratulations to Assemblymember Rodneyse Bichotte Hermelyn, chair of the Brooklyn Democratic Party, who introduced the resolution, co-sponsored by 15 of the 150 members of the New York State Assembly, and adopted by voice vote.

Speaking from the Assembly Chamber, Mrs. Bichotte Hermelyn, a proud daughter of Haitian immigrants, took the opportunity to remind all about Haitian participation in making the United States the great country it became. Referring to the Battle of Savannah, Georgia, in 1779, in which the "Chasseurs Volontaires de Saint Domingue" played a big role in covering the retreat of the Union troops, she said, "We are a people that have been fighting for our freedom for generation after generation, including in America." She added, "We saw the beacon of freedom that America promised, and we helped seize it."

As it is, those "Chasseurs Volontaires," the precursors of Haitians, who would declare independence on January 1, 1804, also fought at the Battle at Yorktown under the Marquis de Lafayette. She alluded to other Haitian-born Americans who have impacted this country, such as Jean-Baptiste Point du Sable, known as the "Father of Chicago," Jean-Michel Basquiat "one of the defining artists of the 20th century, and Jackson Georges, a painter, and such current leading personalities as actor Jamie Hector and TV reporter Vladimir Duthiers.

We'll note that other than active participation in the U.S. war of independence, the action of our Haitian ancestors helped the new American nation expand its territory. Contemplating defeat while fighting against the slave army that revolted against their French masters, Napoléon Bonaparte sold the Louisiana Territory to the Americans for the equivalent of \$15 million in 1803.

Not to credit our ancestors with forcing the sale of that large expanse of land from the Mississippi River west to the Rocky Mountains, and from the Gulf of Mexico in the south to the Canadian border, Bonaparte asked that the date of the sale be backdated to April 30. For he arrived at that decision following the conference of May 18, 1803 when all the warring bands of Blacks and Mulattoes against the French met in Arcahaie, to sign the unity pact and create the flag under which

they all fought. Six months later, on November 18, it was the victorious Battle of Vertières of the ragtag army of the former slaves over the crack troops of Bonaparte and France lost its richest colony and Cap Français, its capital in the New World that became Cap-Haïtien.

How the tradition of Haitian Heritage Month began

It was the celebration of Flag Day, May 18, 1998, in Boston, Mass., that initiated Haitian Heritage Month. Reportedly, Tele



Journalist Vladimir Duthier.

Kreyol, one of the Boston Access Television programs, began the tradition with programs during the whole month of May of that year, with various social and cultural activities. Since then, several states have followed, especially in cities with sizable Haitian populations, with New York and Miami in the lead. But others have celebrated Flag Day/ Haitian Heritage month also, such as Atlanta, Baltimore, Chicago, Philadelphia and more.

While yours truly was ambassador in Washington, the first celebration of Haitian Flag Day occurred at the White House, on May 18, 2005, under President George W. Bush. Joe Thelusca, president of the Thelusca Global Consulting Group, who currently serves on New Jersey governor's commission on National Community Services, played a major role in making that happen.

In 2006, in advance of May 18, President Bush, wrote a letter to Mr. Thelusca, on April 28, which is worth reproducing: "I send greetings to those celebrating Haitian American Heritage Month.

"Our Nation is more dynamic thanks to the traditions and contributions of citizens of many different backgrounds. Haitian Americans have helped shape our national character and strengthen our country. This month is an opportunity to celebrate Haitian ancestry and helping and highlight your proud history and rich culture.

"I applaud Haitian Americans for preserving and sharing your heritage. Your efforts add vitality to our country and enhance the diversity that makes America strong.

"Laura and I send our best wishes." And the signature of the President.

But it was President Barack Obama who honored Haitian Flag Day in a special way in 2010 when he issued a statement that will be forever memorable. "On behalf of the American people," he said, "I send my congratulations to all those who celebrate Haitian Flag Day—here in America, in Haiti, and around the world. Over 200 years ago, freedmen from what is now the Republic of Haiti came to the aid of American patriots fighting for freedom at the Siege of Savannah. Then in 1803, Haiti declared their independence, and this day celebrates the flying of that first Haitian flag. The bonds between our nations have been strong and vibrant since that day."

Considering that it was a very trying year for Haiti, President Obama added: "But as we obser-



Reporter Jacqueline Charles.

ve this day of celebration, let us also remember the ongoing efforts in Haiti to rebuild and recover from that tragic earthquake. We stand with the international community in our support for the government of Haiti and the Haitian people as they continue to create a foundation for a brighter future. On this Haitian Flag Day, the people of Haiti should remember that they have a friend and partner in America."

How we wish it were so. Haiti is embroiled in a multifaceted crisis, with gangs overrunning the country, with its future dangerously compromised! But little concern is shown from the friend and partner that America is, though it had partnered with the other "Friends of Haiti," represented by the CORE Group of Western diplomats in Port-au-Prince, to impose on the country a Prime Minister who could care less about the plight of the people, while grieving pub-

licly about the victims of the hotel explosion, last Friday (May 6) in Havana, Cuba.

Major activities this Haitian Heritage Month and Flag Day

***In Savannah, Georgia—** Haitians are summoned to Savannah on May 18, by the LHADAN (Creole acronym for *We're all in it*) organization, based in Washington, D.C., which is celebrating its first-year anniversary by linking it to Haitian Flag Day and the historical connection of Haiti to the United States, going back to the Siege of Savannah, from September 16 to October 18, 1779.



Journalist Gary Pierre-Pierre.

With the slogan "**Resetting the Clock**," the organizers of the event invite Haitians from near and far to show up at the Haitian Monument in Franklin Square, on Montgomery Street in Savannah for a formal event taking place from 10 am to noon that day. Speakers will include Savannah's Mayor Van R. Johnson, and Attorney Chadrick A. Mance, President of the Savannah NAACP, and other city officials.

This will be followed, by a conference, from 2:00 to 7:30, at the Marriott Hotel Riverfront where some eminent personalities, both Haitian and foreign friends will be on the roster, among them Dr. Winie Robin, Dr. Thomas Lalime, Dr. Frantz Large, Pascal Solages, and Réginald Delva. In total, there will be 13 panelists, including some compatriots from Rwanda, said Sabine Philippe, LHADAN'S General Coordinator and Chairperson, who added, "Our MC will be Claude Mancuso." The event is being organized in collaboration with the "Taino Haitian Women Organization," she said. For more information: 609-356-6045, and the email is info@lhadan.org. The website is www.LHADAN.org

Concerning the Haitian Monument at Franklin Square

To be noted, the Haitian Monument at Franklin Square is that of the "Chasseurs Volontaires de Saint Domingue," more than 500 precursors of Haitians, who, in September-October 1779, partic-

ipated in the Battle of Savannah, alongside the Union forces who were fighting the British colonists. At that time, Haiti was still a French colony, but the Haitian soldiers were a regiment of people of color fighting for an America under White leadership, which would not recognize the January 1st, 1804 independence of Haiti until July 12, 1862, by Abraham Lincoln, the emancipator of the U.S. slaves.

I would point out that the interim government of Alexandre-Latortue (2004-2006) provided financial support to the monument project in memory of the "Chasseurs Volontaires" that was undertaken by the Haitian American Historical Society, then under the leadership of the late Daniel Fils-Aimé, chairman of the organization. The monument was erected with four original figures and was unveiled in 2007. Two other figures were added in October 2009. The sculptor of the bronze statues is James Mastin.

In preparation for the monument, Prime Minister Gérard Latortue and yours truly visited Savannah in April 2005 where we received a warm welcome from Mr. Fils-Aimé and other officials of the Historical Society. The Prime Minister, who was in Rome for the funeral, on April 8 of Pope John Paul II, who had died April 2, had rushed his stay in Rome to be at the Savannah event.

***In New York—**Within the context of Haitian Heritage Month, last Friday (May 6), the Haitian American Alliance of New York (HAA NY) organized a virtual summit, dubbed "**HAA NY Power Summit 2022**," with the participation of a broad cross section of eminent personalities in several fields, under the theme "**Building Bridges for Collective Empowerment**."

From 9:30 am till 1:30, presenters, mostly Haitian Americans, included political personalities, renowned educators and physicians, as well as reputable journalists who, in one panel after the other, dealt with subjects pertinent to their fields of interest. Throughout the presentations, the emphasis was put on "We, Haitians can do it" through unity in purpose. They meant changing the paradigm on Haiti, so-called "the poorest country in the Western Hemisphere," now in the throes of unbridled violence, into a Haiti that can reflect its pioneering spirit for being the first Black people to defeat slavery and becoming a beacon of freedom for all the enslaved.

Following opening welcome by Kathleen Luma, DNP, a video collage presentation entitled "Rêv Lapè" (Dream of Peace), by Fred

Continued on page 14

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

L'ACTUALITÉ EN VRAC

Karine Jean-Pierre prend la relève à la Maison-Blanche

C'est ce vendredi 13 mai, que Karine Jean-Pierre, entrera en fonction comme secrétaire de presse, soit la porte-parole de la Maison-Blanche, ayant été nommée à ce poste jeudi dernier, 5 mai, par le président Joseph « Joe » Biden. Elle remplace Jen Psaki, qui continuera à se faire voir par le grand public sur MSNBC, la chaîne de télévision

nale de CNN, experte en actualités nationales et internationales, en sus du traitement d'événements culturels. Le couple possède de une fille obtenue par adoption.

Le chef d'État américain aurait-il fait choix de cette Noire d'origine haïtienne, la propulsant au-devant de la scène, en vue de faire oublier aux Haïtiens surtout, mais ainsi qu'à l'électorat afro-

bre prochain, qu'il ne faut pas délaissier les démocrates au profit des républicains qui menacent de prendre le contrôle des deux chambres législatives du Congrès.

Ainsi, nous applaudissons Karine Jean-Pierre pour ce grand honneur qui lui est fait, sachant bien qu'elle ne peut en rien changer la politique discriminatoire de l'administration envers les Haïtiens, surtout en comparaison à l'accueil chaleureux de son patron de quelque cent mille Ukrainiens rendus réfugiés par la guerre déclenchée par Vladimir Putin. Les gens n'ayant pas la mémoire courte, on doute fort que le président Biden puisse réussir à faire oublier sa politique haïtienne, profondément discriminatoire, seulement par des nominations à caractère cosmétique.

*Joseph Joël John enfin extradé aux E.U., mais le dossier d'assassinat de Jovenel Moïse piétine toujours

Vendredi dernier, 6 mai, l'ancien sénateur Joseph Joël John, qui était emprisonné à la Jamaïque, depuis début janvier, a été, enfin, extradé aux États-Unis, faisant ainsi partie du trio d'accusés entre les mains des autorités judiciaires américaines se penchant sur le cas de connu sous le nom « Justice pour Jovenel Moïse ». Il a été précédé de Mario Palacios Palacios, un ex-sergent colombien, qui avait été, lui aussi, expulsé sur Miami, ainsi que Rodolphe Jaar, citoyen chilien d'origine haïtienne. Il a la réputation d'être un ancien trafiquant de drogue, ayant fait la prison, aux États-Unis, et reconnu comme collaborateur de la Drug Enforcement Administration (DEA).

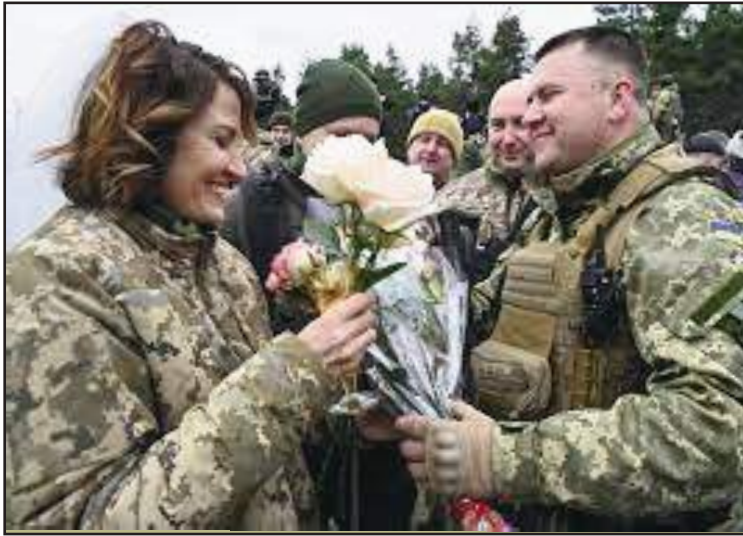
Avant-hier, lundi, 9 mai, John a comparu devant le juge fédérale Lauren Louis, pour entendre l'accusation portée contre lui dans le dossier d'assassinat du président de facto Jovenel Moïse, le 7 juillet dernier. M. Jaar est accusé d'avoir fourni des voitures prises en location à ceux qui allaient commettre le crime. Se déclarant insolvable, un avocat public est mis à sa disposition, pour assurer sa défense. Retourné en prison, il attend sa prochaine comparution devant le juge.

Outre ces trois détenus, à Miami, plus d'une quarantaine d'autres prévenus se trouvent emprisonnés en Haïti, dont 18 dits des « mercenaires colombiens », qui auraient fait partie du

groupe qui avait pénétré dans la résidence présidentielle, à Pélerin 5, pourtant sous haute surveillance, dans ce quartier huppé, situé dans les hauteurs de Pétiion-Ville. Des membres de la sécurité rapprochée du président, y compris Dimitri Hérard, chef de sécurité du Palais et Jean Laguel, le coor-

qui serait identifié comme complotteur No. 1. Et l'on se demande où est passé ce Badio, qui avait sollicité l'aide du Premier ministre de facto, afin d'éloigner de lui la Police, qui avait émis un mandat d'amener à son rencontre.

Dans de telles conditions, Joseph Joël John, pourra-t-il



La guerre, qui fait rage, en Ukraine, n'a pas empêché ce couple d'échanger les vœux matrimoniaux.

qui l'a attirée, même avant d'avoir annoncé sa démission.

La nomination de Jean-Pierre à ce poste de grande visibilité est historique, à bien des égards. Née en Martinique (Antilles françaises), de parents haïtiens et élevée à Queens, une commune de la grande métropole de New York, elle dit être fière de son origine haïtienne.

C'est la première Noire à occuper ce poste, bien qu'elle ne soit pas étrangère à la Maison-Blanche, ayant rempli le rôle d'assistante, au bureau de presse, travaillant à proximité avec Mme Psaki, qu'elle a remplacée à plusieurs reprises. Auparavant, elle était cheffe du personnel de la vice-présidente Kamala Harris. Durant la présidence d'Obama, elle jouait le rôle de directrice politique d'un comité, tandis que lors de la campagne présidentielle de 2016, elle était la porte-parole de l'organisation MoveOn, de tendance libérale. Versatile, dans le temps elle était, tour à tour, commentatrice politique, à la NBC et à MSNBC. Ironie du sort, tel qu'indiqué précédemment, c'est à cette station que, dorénavant, Jen Psaki continuera sa carrière.

Âgée de 44 ans, Karine Jean-Pierre fait aussi son entrée dans l'histoire comme la première lesbienne déclarée publiquement. Elle parle tendrement de sa partenaire, Suzanne Malveaux, journaliste, correspondante natio-



La victoire toujours impossible, en Ukraine, Vladimir Putin n'a toujours pas trouvé la formule du désengagement de son Armée.

réfugiés ? Et que dire du pont aérien qu'avait établi son administration déversant des Haïtiens par milliers dans cette Haïti gangstérisée, sous l'œil bienveillant de cette communauté internationale, les États-Unis en tête de liste, ayant d'autres chats à fouetter ?

Assurément, le visage de Karine Jean-Pierre, presque chaque jour sur le petit écran, expliquant au grand public les actions de l'administration, défendant certaines prises de position de l'administration, servira à rappeler aux électeurs, à la veille des élections de mi-mandat, en novem-



Des complexes résidentiels réduits en ruines par les bombardements russes, à Mariupol, Ukraine.

donnateur en chef de la sécurité, qui s'est dédouané, disant qu'il n'était pas en contact direct avec la troupe.

Quid de directeur général de la Police Nationale d'Haïti d'alors, Léon Charles, accusé par

apporter des éclaircissements au dossier d'assassinat de Jovenel Moïse, quand les procureurs fédéraux, à Miami, évoquant « la sécurité nationale », ont placé sous scellé tous les documents susceptibles démontrer une connexion quelconque entre des prétendus complotteurs et certains agents américains !

Cette « Justice pour Jovenel Moïse » recherchée n'est pas pour demain, Car comme on dit en créole : « Nou pa egare ! » (Nous ne sommes pas dupes).

*Policrière en cavale avec son partenaire évadé de prison capturés

Vicky White, la policière qui avait aidé le prisonnier Casey White à s'évader d'une prison, dans l'Alabama, il y a 11 jours, a été capturée, le lundi 9 mai, avec son partenaire, dans l'état d'Indianapolis, précisément à Evansville, à quelque 480 kilomètres du comté de Lauderdale dans le nord-ouest de l'Alabama.

Poursuivis par la police, dans une course effrénée, en voiture, les deux s'attendaient au pire. La policière, 53 ans, s'est logée une balle dans la tête, laissant le prisonnier en cavale, Casey White, 38 ans, s'expliquer aux forces de l'ordre. Il implorait les policiers de transporter « mon épouse à l'hôpital ». Elle a rendu l'âme avant de dire davantage.

Selon les informations four-



Le président ukrainien Volodymyr Zelensky à son peuple, Nous ne dsarmons, pas ni n'ar-rétons pas de défendre la mère patrie.

un détenu colombien de les avoir embauchés, lui qui avait été contacté par téléphone, dans la soirée du 6-7 juillet, par le président en danger, et qui n'avait pas réagi ? Comme on le sait, il se la coule douce, à Washington, ayant été retourné à son poste d'ambassadeur d'Haïti auprès de l'Organisation des États américains (OEA), par le Premier ministre de facto Ariel Henry, sur qui pèsent des suspicions, notamment pour avoir été en conversation téléphonique, avec Joseph Félix Badio, avant et après le forfait,

Lekòl Leta NYC

pale lang ou pale a

**Mande sèvis lang nan
lekòl kote pitit ou ye a!**

Pou plis enfòmasyon oswa pou bay
opinyon w sou sèvis lang:

[schools.nyc.gov/Hello](https://schools.nyc.gov>Hello)



NYC
Department of
Education

Translation and
Interpretation Unit

ÉDITORIAL



Les politiques de l'ONU en Haïti contredisent son intention annoncée

Les derniers cris d'alarme poussés par le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) semblent donner raison à ceux qui disent que les missions de l'organisme mondial déployées dans ce pays ne visent en rien l'amélioration du sort des citoyens haïtiens, encore moins le raffermissement de la démocratie, en sus du développement durable de son économie. Les derniers appels lancés par le représentant du secrétaire général de l'ONU ne rassurent guère, quant à la protection que le peuple haïtien se croyait en droit d'espérer de la mission de celle-ci déployée, voilà déjà plus de trois décades.

En effet, dans la foulée des affrontements inter-gangs contrôlant le Nord de la capitale et le centre-ville, qui ont semé le deuil et la destruction, dans ces communes, ces deux dernières semaines, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (sigle anglais UNICEF) a tiré la sonnette d'alarme. Selon lui, « dix enfants ont été tués en dix jours », dont six en une seule journée. De plus, souligne encore cet organisme de l'ONU, « 500 000 enfants » n'ont pu avoir accès à l'éducation, indiquant que 1 700 établissements scolaires ont dû fermer leurs portes, à cause de la violence des gangs.

À cet égard, l'UNICEF écrit : « En Haïti, l'avenir des enfants est menacé par les gangs. L'insécurité prive des milliers d'enfants de leur éducation. De nombreuses écoles de la capitale restent vides, en raison de la violence des gangs — fermées ou inaccessibles ».

De son côté, le BINUH fait état du carnage orchestré au Nord de Port-au-Prince, par les bandits armés. Dans un communiqué diffusé le 6 mai 2022, la représentation de l'ONU, en Haïti, relève qu'à Cité Soleil et à la Plaine du Cul-de-Sac, 75 personnes ont été tuées, parmi elles des femmes et des enfants; en plus de 68 blessés et 9 000 déplacés. Il se dit, de surcroît, « (...) *vivement préoccupé par la rapide détérioration de la situation sécuritaire et des droits de l'homme, dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince* ».

Le BINUH s'était prononcé pareillement, l'année dernière, suite à la guerre des malfrats du Sud de Port-au-Prince ayant fait des dizaines de morts et plus de 35 blessés, en sus d'occasionner la fuite de plus de 9 000 personnes de leurs maisons.

À la lumière des prises de positions dénonciatrices de la « *détérioration* » du climat sécuritaire, surtout dans les communes de Port-au-Prince, du BINUH, il est opportun de remonter à l'origine des conditions qui ont créé de telles conditions.

Certes, en réaction au coup d'État des Forces armées défunes, dirigées par l'équipe Cédras-Biamby, contre le président Jean-Bertrand Aristide, le 29 septembre 1991, la communauté internationale, utilisant l'ONU comme bouclier, est intervenue en Haïti, sans tenir compte des dérives anti-démocratiques du prêtre-prési-

dent. Cependant, par ses actions et ses décisions sur le terrain, l'ONU a prouvé que son intervention en Haïti n'avait rien à voir avec le renforcement de la démocratie, comme l'avait déclaré l'institution mondiale.

Au prime abord, l'ONU a déployé ses troupes, en Haïti, en 1993, avec la Mission civile internationale haïtienne (MICIVIH), la première force conjointe OEA-ONU, qui était chargée d'« *enquêter sur la situation des droits de l'homme notamment les violations* » qui ont fait suite au coup d'État de 1991 contre le président Aristide. La première expédition changea de nom pour devenir Mission des Nations Unies en Haïti (MINUHA), dont l'objectif s'était exprimé ainsi : « *aider à la modernisation des Forces armées et à la création d'une nouvelle force de police* ». La MINUHA prit une nouvelle appellation : la « *Mission d'appui des Nations Unies en Haïti* (MANUH), suivie de la « *Mission de transition des Nations Unies en Haïti* » (MITNUH), puis de la « *Mission de Police civile des Nations Unies en Haïti* » (MIPONUH). En tout premier lieu, la « *Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti* (MINUSTAH), autorisée en 2004, comptait des effectifs de 6 940 soldats et de 2 221 policiers.

La mission de la MINUSTAH a duré treize ans, jusqu'en 2017, date à laquelle elle a été remplacée par la Mission des Nations Unies pour la justice en Haïti (MINUJUSTH), une formule réduite de l'organisme mondial d'appui à la justice en Haïti, elle-même remplacée, en 2019, par le Bureau intégré des Nations unies en Haïti (BINUH), celle qui a publié la dernière déclaration sur le carnage présentement en cours, ainsi que les précédents, tous durant le mandat de toutes ces missions de l'ONU, témoin de tous ces massacres et destructions, au coût de plusieurs dizaines de milliards de dollars versés comme salaires et avantages aux personnels mobilisés.

C'est sous la tutelle de l'ONU que le « *baron de Tabarre* », de retour de ses trois années à l' « *école de la démocratie* », à Washington (1992-1994), a illégalement et inconstitutionnellement dissous les Forces armées d'Haïti et mis en place la Police nationale d'Haïti (PNH), en janvier 1995, ayant eu soin de distribuer la plupart les armes de celle-là aux membres de ses organisations populaires et à d'autres tueurs à gages de son choix. Encore, sous la garde de l'ONU, il a transformé la nouvelle PNH, à son image. Et, foncièrement rancunier à l'égard de ses ennemis politiques, réels ou imaginaires, il a recruté des criminels dans la PNH, réussissant à contourner le processus d'enquête de sécurité (« *vetting* ») requis pour chaque candidat.

Ces policiers œuvraient, main dans la main, à la solde du prêtre défroqué, avec des membres des « *organisations populaires* », les précurseurs des gangs armés, créées par ce dernier. Aussi les assas-

sinats commandités par lui ont-ils été perpétrés soit par des policiers dévoyés, ou des criminels patentés par Aristide. Comme c'était le cas des frères Arbouet (assassins de l'avocate Mireille Durocher Bertin et son client, Eugène Baillergeau jr, intégrés illégalement au sein de la PNH); ainsi que le journaliste Jean Léopold Dominique et Jean-Claude Louissaint, le gardien de sa station de radio, du pasteur Emmanuel Leroy et du Dr Harry Bordes, pour ne citer que ceux-là.

Si la période d'accalmie introduite, tant soit peu, sous René Préval, avait donné un peu de répit au pays, l'insécurité commençait à reprendre ses droits avec l'arrivée de Michel Martelly au pouvoir. La Mission de l'ONU, en Haïti, sous les appellations successives « *Mission des Nations*

Unies pour l'appui à la justice en Haïti
» (MINUJUSTH) et la présente n'ont pu empêcher les massacres orchestrés par les sicaires des régimes PHTKistes, à Cité Soleil, La Saline, Bel-Air et Carrefour-Feuilles. Ni ceux perpétrés par les gangs armés, dans le Sud de Port-au-Prince; ou présentement par les groupes mafieux « 400 Mawozo », dont le chef intérim est Wilson Joseph, surnommé Lanmò Sanjou durant la période d'incarcération, au Pénitencier national, de son vrai dirigeant et créateur, Germine Jolly, faisant présentement face à une inculpation fédérale, pour kidnapping, importation illégale d'armes et de munitions, en sus de blanchiment d'argent, à Washington, D.C. aux États-Unis.

L'ONU s'est révélée totalement insignifiante dans la prolifération d'armes et munitions introduites illégalement en Haïti. Car, autrefois, les forces de l'ordre avaient le monopole de la possession d'armes dans le pays. Tandis que les dernières statistiques disponibles font état de plus de 600 000 armes illégales entre les mains d'autres secteurs indépendants de la PNH et des Forces armées remobilisées par Jovenel Moïse.

À la barbe des différentes missions onusiennes, en Haïti, et l'organisation que celles-ci ont créée, la « *Commission nationale de désarmement et réinsertion* » (CNDDR), les gangs armés se sont approvisionnés, sans aucune restriction, en armes et munitions de tous calibres. Tous ces faits prouvent qu'il n'y avait aucune volonté, ni politique mise en place, en vue de contrôler les facteurs contribuant à l'insécurité. Que ceux qui en ont les responsabilités les assument.

Mais l'insécurité, qui caractérise la vie sociopolitique d'Haïti, en général, serait l'opposé de ce qu'elle représente aujourd'hui, si l'ONU avait vraiment à cœur de servir en toute objectivité le peuple haïtien.

L'ONU affiche son mépris par rapport au peuple haïtien, également dans le dossier du choléra. La manière dont les familles des victimes de cette pandémie sont traitées, par l'organisme mondial, démontre clairement qu'il n'en a cure des Haïtiens. Pour avoir une idée claire des

reproches dont il est coupable, des enquêtes de l'ONU, s'exprimant dans le journal anglais *The Guardian*, ne font pas dans la dentelle. Treize observateurs des droits de l'homme ont critiqué de manière virulente les Nations Unies pour leur incapacité « *profondément décevante* » à faire amende honorable, pour avoir apporté le choléra en Haïti, causant « *la mort d'au moins 10 000 personnes* ».

Dans une lettre adressée au secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, les observateurs indépendants reprochent à l'organisation mondiale d'avoir fait « *des promesses illusoires* » au peuple haïtien. En ce sens, ils soulignent : « *après avoir promis 400 millions de dollars pour une mission de nettoyage du choléra, l'ONU n'a récolté que 21 millions de dollars et dépensé 3 millions de dollars* ». Ils qualifient cette façon d'agir de « *pitoyable* ».

Et les propres observateurs de l'ONU de conclure : « *Il s'agit d'un résultat profondément décevant, après la perte de 10 000 vies* ».

The Guardian, dans son édition du 4 mai 2020, rapporte : « Des preuves scientifiques ont démontré, de manière concluante, que le choléra a été importé dans le pays par des casques bleus népalais malades ». Et le journal anglais, dans la même publication, d'ajouter que ces derniers « ont été transférés, en 2010, en Haïti, pour aider à faire face à un tremblement de terre dévastateur. L'ONU n'a pas procédé au dépistage de la maladie chez les soldats népalais, ce qui aurait pu être fait avant leur déploiement à partir du Népal, pour moins de 2 000 dollars ».

Étant le bras politico-diplomatique et militaire des grandes démocraties formant le CORE Groupe et d'autres structures internationales, qui mènent les autres pays par le bout du nez, il serait normal qu'elle traite Haïti selon l'ordre reçu. Mais il serait tout à fait légitime que le peuple haïtien cherche réparation là où il serait possible de la trouver. Sans nullement lésiner sur les moyens juridiques et légaux !

HAÏTI OBSERVATEUR

27, rue de la Liberté - 10000 Port-au-Prince - Haïti

SUBSCRIPTION FORM
 BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Nom _____

1011-COHA-0100
 96, Rue de la Liberté, 10000 Port-au-Prince
 Haïti
 1011-COHA-0100
 10000 Port-au-Prince, Haïti

CANADA

1011-COHA-0100
 96, Rue de la Liberté, 10000 Port-au-Prince
 Haïti
 1011-COHA-0100
 10000 Port-au-Prince, Haïti

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

1011-COHA-0100
 96, Rue de la Liberté, 10000 Port-au-Prince
 Haïti
 1011-COHA-0100
 10000 Port-au-Prince, Haïti

AMÉRIQUE ET ASIE

1011-COHA-0100
 96, Rue de la Liberté, 10000 Port-au-Prince
 Haïti
 1011-COHA-0100
 10000 Port-au-Prince, Haïti

CARIBBE ET AMÉRIQUE LATINE

1011-COHA-0100
 96, Rue de la Liberté, 10000 Port-au-Prince
 Haïti
 1011-COHA-0100
 10000 Port-au-Prince, Haïti

EUROPE

1011-COHA-0100
 96, Rue de la Liberté, 10000 Port-au-Prince
 Haïti
 1011-COHA-0100
 10000 Port-au-Prince, Haïti

EDITORIAL



UN policies in Haiti contradict its stated intent

The latest cries of alarm from the United Nations Integrated Office in Haiti (French acronym BINUH) seem to prove right those who say that the different missions of the world body deployed in the country are not aimed at improving the lot of Haitian citizens, much less at strengthening democracy, in addition to the sustainable development of its economy. The latest appeals launched by the representative of the UN Secretary General is not reassuring in regards to the protection that the Haitian people had the right to expect from the UN missions that have been deployed over nearly three decades.

Indeed, in the wake of the inter-gang clashes controlling the north of the capital and the city center, which have caused mourning and destruction in these communities over the past two weeks, the United Nations Children's Fund (UNICEF) has sounded the alarm. According to it, "ten children have been killed in ten days," including six in a single day. In addition, the UN agency said, "500,000 children" have been denied access to education, indicating that 1,700 schools have been closed due to gang violence.

In this regard, UNICEF writes: "In Haiti, the future of children is threatened by gangs. Insecurity is depriving thousands of children of their education. Many schools in the capital remain empty due to gang violence - closed or inaccessible."

For its part, BINUH reports on the carnage orchestrated in the north of Port-au-Prince by armed bandits. In a press release issued on May 6, 2022, the UN representation in Haiti noted that in Cité Soleil and the Cul-de-Sac Plaine, 75 people were killed, including women and children, in addition to 68 injured and 9,000 displaced. It's also said that the organization is "deeply concerned about the rapid deterioration of the security and human rights situation in the Port-au-Prince metropolitan area."

BINUH had made a similar statement last year, following the gang war in the south of Port-au-Prince, which resulted in dozens of deaths and more than 35 injuries, in addition to causing the flight of more than 19,000 people from their homes.

In light of BINUH's denunciatory stance regarding the "deterioration" of the security climate, especially in communities around Port-au-Prince, it is appropriate to go back to the origin of the conditions that created such conditions.

Certainly, in reaction to the coup d'état of the defunct Armed Forces, led

by the Cédras-Biamby team, against President Jean-Bertrand Aristide, on September 29, 1991, the international community, using the UN as shield, intervened in Haiti, without taking into consideration the anti-democratic drifts of the priest-president. However, by its actions and decisions on the ground, the UN has proven that its intervention in Haiti had nothing to do with strengthening democracy, as the stated by the world institution.

To begin with, the UN began deploying missions in Haiti in 1993 with the International Civilian Mission in Haiti (MICIVIH), the first joint OAS-UN force, which was responsible to "investigate the human rights situation and to investigate violations," after the 1991 coup against President Aristide. The mission's name was changed to United Nations Mission in Haiti (UNMIH) "to assist in modernizing the armed forces and in creating a new police force." UNMIH was replaced in its functions by United Nations Support Mission in Haiti (UNSMIH), followed by the United Nations Transition Mission in Haiti (UNTMIH) and the United Nations Civilian Police Mission in Haiti (MIPONUH). Topping them all, was the United Nations Stabilization Mission in Haiti (MINUSTAH), authorized in 2004, with 6,940 soldiers and a police force of 2,221.

The MINUSTAH would stay in Haiti for 13 years, until 2017, when it passed the baton to the MINUJUSTH, a scaled down United Nations for Support of Justice in Haiti, itself replaced in 2019 by the United Nations Integrated Office in Haiti (BINUH) which has issued the latest statement on the current catastrophe which has been under the glare of all those UN missions which have cost tens of billions of dollars.

It was under the tutelage of the UN that the so-called "Baron of Tabarre," returning from his three years at the "School of Democracy" in Washington (1992-1994), unconstitutionally disbanded the Haitian Armed Forces and set up his Police force in January 1995. Under UN tutelage, he transformed the new Haitian National Police (PNH) into his image. In addition, exercising his grudge against his political enemies, real or imagined, he recruited criminals into the PNH, managing to bypass the security investigation process ("vetting") required for each candidate.

These police officers worked hand in hand, in the pay of the defrocked priest, with members of the "popular organizations", the precursors of the armed gangs, created by the latter. Thus, the assassinations ordered by him were perpetrated either by rogue police

officers or by criminals patented by Aristide. This was the case of the Arbouet brothers, the murderers of lawyer Mireille Durocher Bertin and her client, Eugène Baillergeau jr, illegally integrated into the PNH; as well as the murder of journalist Jean Léopold Dominique and Jean-Claude Louissaint, the guard at *Haiti Inter*, Dominique's radio station; of Pastor Emmanuel Leroy and Dr. Harry Bordes, just to name a few.

If the period of calm introduced under René Préval had given the country some respite, insecurity began to return with the arrival of Michel Martelly in power. As stated above, the UN missions in Haiti, under all sorts of names, have not been able to prevent the massacres orchestrated under the PHTK, *Bald Headed*, regimes, by the police, in Cité Soleil, La Saline, Bel-Air, Carrefour-Feuilles and elsewhere. Nor those perpetrated by armed gangs in the South of Port-au-Prince; or currently by the gang "400 Mawozo", the interim leader of which is Wilson Joseph, nicknamed Lanmò Sanjou. Meanwhile, the true leader and creator of the gang, Germaine Jolly, better known as Yonyon, incarcerated at the National Penitentiary, was running the show, using his unmonitored cellphone. As reported, Yonyon is now jailed in Washington, D.C., facing a federal indictment for kidnapping, illegal importation of arms and ammunition, in addition to money laundering.

It's been proven that the UN is woefully insignificant in the matter of proliferation of arms and ammunition, illegally flooding Haiti. In the past, law enforcement agencies had the monopoly on the possession of weapons in the country. But the latest available statistics show that more than 600,000 illegal weapons are in the hands of sectors independent of the PNH and the Armed Forces remobilized by Jovenel Moïse.

The various UN missions in Haiti and the organization they created, the "National Commission for Disarmament and Reintegration" (CNDDR), have been supplying armed gangs with weapons and ammunition of all calibers without restriction. All these facts prove that there was no will, nor any policy in place, to control the factors that contribute to the unbridled insecurity. Let those who are responsible for it assume their responsibilities.

One must conclude that the insecurity which characterizes the current socio-political life in Haiti would have been the opposite of what it is, if the UN really had at heart to serve the Haitian people and had carried out the objectives stated for its multiple missions in the country.

The UN is showing its contempt for

the Haitian people, also in the case of cholera. The way in which the families of the victims of this pandemic are treated by the world body clearly demonstrates that it does not care about Haitians. To get a clear idea of the accusations of which it is guilty, UN investigators, in interviews with the British newspaper *The Guardian*, don't make any bones about it. Thirteen human rights observers sharply criticized the United Nations for its "deeply disappointing" failure to make amends for introducing cholera in Haiti, causing "the deaths of at least 10,000 people."

In a letter addressed to the Secretary General of the United Nations, António Guterres, the independent observers blame the world organization for having made "illusory promises" to the Haitian people. In this sense, they point out: "After having promised 400 million dollars for a cholera clean-up mission, the UN has only collected 21 million dollars and spent 3 million dollars". They call this "pathetic."

In addition, the UN's own observers conclude: "This is a deeply disappointing result, after the loss of 10,000 lives."

The Guardian, in its May 4, 2020 edition, reports: "Scientific evidence has shown conclusively that cholera was brought into the country by sick Nepalese peacekeepers. They were transferred in 2010 to Haiti to help cope with a devastating earthquake. The UN did not screen the Nepalese soldiers for the disease, which could have been done before they were deployed from Nepal, for less than \$2,000."

As the political, diplomatic and military arm of the large democracies forming the CORE Group of Western diplomats in Port-au-Prince acting as overlords, it would be normal for the UN to treat Haiti according to what was stated when it intervened in the country. Therefore, it would be perfectly legitimate for the Haitian people, through an enlightened leadership, to seek redress in whatever form possible. Without skimping on legal means!

HAITI
OBSERVATEUR

Haiti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6237 Tel.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

HAÏTI 100\$ CANADIEN 90\$ AMÉRICAIN 50\$ EUROPEEN 30\$ AFRIQUE ET ASIE 15\$ CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE	EUROPE 100\$ CANADIEN 90\$ AMÉRICAIN 50\$ EUROPEEN 30\$ AFRIQUE ET ASIE 15\$ CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
CANADA 100\$ CANADIEN 90\$ AMÉRICAIN 50\$ EUROPEEN 30\$ AFRIQUE ET ASIE 15\$ CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE	AFRIQUE ET ASIE 100\$ CANADIEN 90\$ AMÉRICAIN 50\$ EUROPEEN 30\$ AFRIQUE ET ASIE 15\$ CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE 100\$ CANADIEN 90\$ AMÉRICAIN 50\$ EUROPEEN 30\$ AFRIQUE ET ASIE 15\$ CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE	CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE 100\$ CANADIEN 90\$ AMÉRICAIN 50\$ EUROPEEN 30\$ AFRIQUE ET ASIE 15\$ CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

Nom: _____

Adresse: _____

Cité: _____

Code postal: _____

Pays: _____

Numéro de téléphone: _____

E-mail: _____

Signature: _____

Date: _____



Suite de la page 16

aux concernés par cette révision, n'ont toujours pas été contactés en ce sens. La FHF, en faisant référence aux statuts, pour demander aux clubs de s'acquitter de leur devoir, montre clairement que les statuts de la FHF ne sont pas en veille. Ils sont encore le cadre de fonctionnement du football haïtien. Par conséquent, toute révision statu-

taire doit nécessairement passer par les clubs, en d'autres termes par le congrès qui est l'organe suprême de la FHF. Les membres du Comité font traîner les choses sans donner aucune explication.

Le Congrès, à savoir l'assemblée des clubs, est l'organe suprême de la FHF. Les décisions de celle-ci sont prises en assemblée générale. Donc, la révision des statuts passe obligatoirement par une convocation

du Congrès, qui doit travailler sur les articles à réviser pour ensuite les valider. Le Comité de normalisation ne peut toucher aux statuts, seul le Congrès est habilité à le faire. Les élections pour élire un nouveau Comité exécutif à la tête de la FHF n'attendront pas, le Comité de normalisation doit tout mettre en œuvre pour qu'elles puissent avoir lieu dans le délai qui lui a été imparti.

Le football doit repartir sur

de nouvelles bases, il lui faut des dirigeants capables de prendre de la hauteur, des serveurs ayant le sens moral, de l'éthique et de responsabilité. Le sport est beaucoup trop important aujourd'hui pour qu'il soit dirigé par des hommes incultes; il est beaucoup trop important pour le laisser entre les mains des amateurs. Il faut, aujourd'hui, des hommes porteurs d'une vision futuristes, prenant en compte le développement intégral des

jeunes, la professionnalisation de nos championnats, pour que les joueurs puissent enfin vivre de leur art et favoriser le développement social et économique du pays. Les élections doivent passer par la révision statutaire, l'apanage des clubs, mais aussi par la présentation des programmes bien élaborés présentés par les cartels aspirants au Comité exécutif de la FHF.

R.S.

Suite de la page 16

ux, Nantes), en France, pour ajuster l'enseignement du Centre avec celui dispensé en France, dont on dit que le système de formations en football était le plus avancé au monde.

L'équipe nationale U20, mises à part Scherly, Corventina et Roseline, qui sont en France, les autres ne sont plus actives au haut niveau (Noula est à Léogâne, mais ne joue aucun championnat).

Un ancien coach de Camp Nous, mis sur la touche, nous a signalé que les succès de Camp Nous n'avaient rien de hasard, mais le résultat d'un travail méthodique passionné, scientifique, en plus d'investissements énormes. Ainsi, les jeunes joueurs et joueuses rarement laissent l'espace du Centre, même pas pour l'été, ou encore les fêtes de fin d'année. Travail, travail, outre un travail quotidien jusqu'à deux ou trois séances par jour, des premières heures de la matinée, puis à la salle de musculation, et encore dur le terrain en fin de journée. Les réunions techniques et tactiques en salle de conférence, sans compter les jeunes à Camp Nous disputaient plusieurs matches d'entraînement par jour et à

l'approche des grands rendez-vous de compétition, le groupe recevait une attention nutritionnelle spéciale et adaptée, en plus avant tous les tournois, les différentes équipes voyageaient longtemps avant le déroulement du tournoi, pour un long stage d'adaptation en emmenant jusqu'à l'effectif de deux équipes pour s'adapter et maintenir une motivation permanente dans l'équipe. Le management planifiant tous les détails, longtemps, à l'avance, et s'arrange pour trouver des tarifs inimaginables; et puis aucun effort n'est trop grand pour diminuer les coûts; un exemple, nous signalons encore notre interlocuteur : en janvier 2020, à Houston, quatre filles ont été gravement blessées au genou et une clinique spécialisée au Texas réclamait 100,000 dollars de dépôt par joueuse pour les soigner, mais finalement toutes ces interventions ont été réalisées sans dépenser un seul sou. Mieux, les joueuses ont même reçu tout ce dont elles avaient besoin pour la rééducation, à savoir médicaments, fauteuils roulants, béquilles...etc. etc.

La dernière promotion de Camp Nous, après une séance de préparation physique sur les magnifiques terrains, per-

sonne ne sait où sont passées ces filles renvoyées dans les rues depuis le renvoi du Comité, élu en février 2020, toute la structure d'organisation a été démantelée; la première décision a été de mettre à la porte toutes les joueuses seniors et certaines U20, dont la majorité de celles qui ont été à la Coupe du monde, en France 2018; et l'année d'après, à Marseille, à la Sud Ladies Cup. Pire, on leur a fait signer un document attestant qu'elles ne faisaient plus partie de Camp Nous. Grave, au moment où les terrains sportifs deviennent les champs d'affrontement entre les nations et les peuples pour affirmer leur supériorité et celle de leur peuple, un sportif de talent devient un trésor que l'on cajole à souhait. Alors que la FHF fait l'inverse, et plutôt chasse les premières mondialistes féminines d'Haïti, sans les assister et sans aucun espoir de la récupérer, elles qui étaient toutes à l'oree de la vingtaine, et qui, pour la plupart, avaient déjà contrats signés et garantis en Europe (Rosiane, Kerly, Ti-Charles, Soveline, Abaina, Nadine Pierre, Rachelle, etc.. etc., et attendaient la reprise de livraison de visa européen. L'inquiétude est surtout le renvoi des deux autres catégories plus jeunes, les U17 actuelles et les U15 brillantes, championnes, en République dominicaine, en juillet, elles aussi retournées chez elles, dès leur retour de triomphe, à Santo Domingo.

Camp Nous avec le formateur vénézuélien Gerardo Contreras

Pour renforcer les acquis de Camps Nous, en 2018, soulignons notre interlocuteur, nous rappelle que, de concert avec l'État, en 2018, il avait été lancé un programme « Académies régionales », dans les villes de province. Pourtant, rap-

porte-t-on, depuis octobre 2020, ce programme a été suspendu. Ce qui rend l'espoir NUL, car Camp Nous et les Académies régionales démobilisées, il n'y a plus de jeunes au travail pour les sélections nationales dans tout le pays ! Et, comme le manque de ressources de clubs, pour continuer à s'entraîner et préparer de nouvelles joueuses jeunes, donc on est au bord de la catastrophe.

Association de parents d'élèves

Le ministre de l'Éducation nouvelle vient d'annoncer une mesure révolutionnaire pour Haïti, dans le but de protéger les jeunes du pays; le ministre Nesmy Manigat a déclaré, à la presse, que la création d'association de parents d'élèves sera désormais obligatoire dans les écoles. Cette mesure est une planche de salut, car le projet Camp Nous est un contrat signé avec les parents des jeunes, garçons et filles, qui mettent leurs progénitures à la disposition de la FHF avec, en retour, la prise en charge complète de l'éducation et autres charges pour l'épanouissement complet de ces jeunes.

Or, depuis longtemps, ces derniers ont été renvoyés dans leurs familles toutes pauvres et ne vont plus à l'école. Le prétexte de l'insécurité ne tient

pas, d'abord, parce que Camp Nous a été fermé, bien avant la grave détérioration de la situation, à Croix-des-Bouquets, et les groupes politiques armés n'ont jamais eu d'actes quelconques contre le football, comme peut en témoigner le

Violette, qui vient de séjourner une quinzaine de jours au Centre, en stage avant la CONCACAF des clubs. Pire, aucune réunion, pas même un avis aux parents; plus macabre encore les pièces de ces enfants (carnet de classe, acte de naissance toutes leurs pièces sont encore gardés à la FHF, de sorte que, même s'ils en avaient les moyens, il serait impossible de les inscrire dans une école, surtout que le programme de Camp Nous est Sport-Études, donc différent et adapté aux nécessités du sport de haut niveau, tout en observant le programme officiel du MENFOP.

On peut dire que les responsables du football, en Haïti, n'ont pas encore fait état, à la satisfaction des uns et des autres, les vraies causes de la destruction du sport-foi haïtien. Il faut, toutefois, espérer, que des motifs liés à l'un des crimes d'État institués, à savoir, détournement des fonds publics, ne soient pas à l'origine de cet énième forfait officiel.

J.B.



DE BROSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

YONYON ET CONSORTS INCULPÉS AUX USA : GROS IMPACT SUR HAÏTI

Les criminels haïtiens exposés, bientôt inculpations en série

Les milieux d'affaires et politiques surtout concernés...

Suite de la page 2

es concernés se soient laissés mettre aux arrêts, lors d'une visite inopinée, en territoire américain; ou bien dans un pays tiers ayant un protocole d'extradition avec les Américains.

Il y a, donc, fort à parier qu'Éliobert Jasmin et Germine Jolly (ce dernier alias Yonon), bénéficiaient de collaboration agissante auprès des hommes politiques ou d'affaires, quand ce n'est pas des artistes dévoyés, comme c'était le cas, pour Michel Joseph Martelly menant ses activités illicites (trafic de drogues), dans le cadre de sa profession musicale.

Quant à Yonyon, il y a un aspect plus trouble à ses activités, en raison de la « *nature occulte* » de ses relations, étant un acteur de bas étage au sein de la société, menant ses activités exclusive-

ment dans les milieux interlopes. Si les conversations privées et les réseaux sociaux sont riches en révélations (vraies ou conjecturées) relatives aux activités illicites de Sweet Mickey, très peu d'allégations sont faites concernant le patron in absentia de « *400 Mawozo* ». En prison, au Pénitencier national, à Port-au-Prince, depuis 2018, son nom ne générerait pas beaucoup de rumeurs, sinon des commérages relatifs à la célébration grandiose de son anniversaire de naissance, avec tous les accompagnements traditionnels dont il a joui, à l'intérieur même de ce centre carcéral.

Mais les premières retombées du dossier Yonyon commencent à se manifester, au sein de la Police nationale d'Haïti (PNH). L'extradition, lundi (9 mai) d'Alex Mompremier, policier de la 22^e promotion, aux

États-Unis, en est la première manifestation. Mompremier était arrêté, à Léogâne, le 27 octobre 2020, en compagnie d'Eddy One



Joseph Michel Martelly, super-président, passe les ordres.

et d'au moins un autre policier, dont l'identité n'est pas communiquée. Vingt-deux (22) kilos de cocaïne avaient été confisqués, à

ce moment-là, par la Police. Mais il a été libéré avec celui-là, en janvier 2021, par un juge d'instruction. Le verdict d'expulsion du policier Mompremier a été rendu, à peine trois semaines après celle d'Eddy One. Celui-là a été embarqué, dans le même avion qui avait transporté Jasmin à Milwaukee, dans le Wisconsin.

De toute évidence, le dossier Eddy One avance, à grands pas, dans le processus légal fédéral, à Milwaukee. Il n'y a d'autre moyen d'expliquer l'état actuel des choses, à ce niveau, face au retour des marshals fédéraux, à Port-au-Prince, le 9 mai, soit deux semaines après avoir transporté Éliobert Jasmin, aux États-Unis.

Il est de bon ton de conclure que, à ce rythme, les collaborateurs de ce dernier, dans le trafic de stupéfiants ne doivent plus

dormir à poings fermés. Il est possible que, sous les impulsions des enquêteurs et interrogateurs fédéraux, lui miroitant l'avantage de sa coopération, en retour d'une diminution de sa sentence, que Jasmin commence déjà à aider la Justice fédérale à augmenter le nombre d'accusés dans ce dossier.

De telles préoccupations devraient concerner Michel Martelly au plus haut point. Surtout que les autorités judiciaires fédérales ont déjà la présomption que le chanteur de compas est très proche d'Eddy One.

En effet, non seulement Sweet Mickey est voisin, à Peggy-Ville, d'Éliobert Jasmin, ce dernier est un habitué régulier à ses parties de barbecue, à la maison de l'ex-président-musicien.

Jasmin est également connu d'être un militant du trafic de drogue de proximité avec Martelly, pour avoir, pendant longtemps, élu domicile à Côte-de-Fer, patelin de ce dernier, utilisé comme site de largage de cocaïne par des avions non identifiés, en provenance d'Amérique latine.

En tout cas, ceux qui suivent de près l'évolution du dossier Eddy One, n'ont qu'à observer le comportement de Sweet Mickey, notamment ses déplacements. Il est possible que les marshals fédéraux fassent un autre voyage, à Port-au-Prince, pour ramener un nouveau colis à Milwaukee. Au cas où l'ex-président s'autoproclame « *bandit légal* » ne serait pas déjà à Miami. Citoyen américain qu'il est, bien que son ami l'ambassadeur Kenneth Merten ait proclamé le contraire, les autorités fédérales seraient totalement satisfaites d'éviter de faire un autre voyage en Haïti. Et Michel Martelly gratifié de se voir épargner les fourches caudines d'être présenté, dans les fers, tout au moins menottes aux poignets, au moment de son embarquement, à l'aéroport, à destination de Miami ou de Milwaukee. Car, ordinairement, toutes les personnes haïtiennes inculpées par la Justice américaine sont transportées à Miami où siège le Tribunal du District sud.

Au fil des prochains jours, tout au long du déballage des dossiers Eddy One et Yonyon, ou l'un ou l'autre, tout court, des révélations ne manqueront pas d'être faites. Dès lors, les autres personnes impliquées, identifiées uniquement comme « *co-conspirateurs* », seront bel et bien dénoncées. Surtout quand elles sont au sommet de leur société !

L.J.



HAPPENINGS!

Continued from page 1

Williams, PhD and author, the narrator Adèle Williams took over and introduced Yolette Williams, LCW-R, HAA NY Chief Executive Officer.

She set the stage for remarks by two political personalities: Assemblymember and Brooklyn Democratic leader Rodneyse Bichotte Hemerlyn and Councilmember Rita Joseph. Dr. Williams turned the mike to Girardin Jean-Louis, PhD, the chairman of the Research Committee of the organization, who introduced the keynote speaker: Judge Lionel Jean-Baptiste, whose encompassing speech *"Fè Konpa Maché"* (We must move Forward) touched on almost all aspects of how the Haitians in the diaspora can be the agents for change in Haiti. We present that speech in this issue.

Then, one panel after the other took the floor, beginning with the one on education, moderated by Carole Berotte Joseph, PhD, the first Haitian American to be president of a college in the U.S., and first woman president

of Massachusetts Bay Community College. The theme discussed by that panel was *"Passing the Torch."* Having university students of different schools participate in the discussion was comforting because it shows that the new generation is also concerned in changing the paradigm in collaboration with the older generation.

Journalist that I am, I was particularly impressed with the panel on journalism, moderated by pioneering Haitian American journalist Gary Pierre-Pierre (New York Times) and founder of the Haitian Times. He was joined by the well-known novelist Edwidge Danticat, the award-winning reporter Jacqueline Charles of the Miami Herald, and Vladimir Duthiers, previously of CNN and now a familiar face on CBS. Among other things, they dealt the mainstream media as it covers Haiti and how they've endeavored to give balance to that coverage.

The panel on health, moderated by Mario St-Laurent, MD., chairman of the organization's Health committee, led a team of

medical doctors comprising of Marthe Abraham, Jean-Lud Cadet, and Benjamin Roy. Their emphasis was on the psychological aspects of integrating in our new milieu, as we confront "our collective cultural trauma."

To conclude, Jean-Claude Compas, MD, well-known member of the AMHE (Association of Haitian Physicians Abroad) thanked all that made possible this event which he said will become a recurring annual one. From being virtual, due to COVID-19, it will eventually be at a site where we can see each other in the flesh and be able to react warmly with each other. Which calls for an expedited defeat of the deadly pandemic of the age. We're looking forward to that day. As we say in French *"Chapeau bas!"* We tip our hat to the HAA NY organizers and all the participants.

***There's no way covering all the happenings during this Month of Haitian Heritage and Flag Day 2022 abroad.** But yesterday, Tuesday May 10, the rendez-vous was at Rishavena, on

Flatbush Avenue in Brooklyn. From 5:00 to 7:00 pm, it was *"Meet and Greet"* as Haitian pastors and leaders in the community met with Kenneth E. Corey, Chief of the New York Police Department (NYPD), to discuss "collaboration to curb gun violence in New York's neighborhoods." Gun control was high on the agenda. Our thanks to Kenny Altidor for his work in that domain, always facilitating such meetings between high officials and the Haitian American community.

***Meanwhile, in Haiti, Flag Day celebration is rather hypothetical.** This year, the month of May, and Flag Day especially, will be remembered for several demonstrations planned to protest mounting insecurity and kidnappings. That began last Friday, May 6, when hundreds of citizens took the streets in various communities in "La Plaine du Cul de Sac," that have been under attack since April 24 when the gangs of "400 Mawozo" (Idiots) and "Chen Mechan" (Mean Dogs) began fighting for the control of more territory.

Showing no fear, the citizens shouted their slogans which were also visible on placards: *"We can't be refugees in own coun-*

try" and *"The gangs should be dealt with."* According to *Vant Bèf Info* (VBI), the online blog, Jean Jonas Saint-Juste, former Deputy Mayor of Croix-des-Bouquets, denounced the loss of life and property due to gang warfare. *"With this demonstration, we're first asking the authorities to assume their responsibility in what's happening in our various neighborhoods. And we're also calling on those who fled to return to their abodes, for we're done tolerating such acts."*

By weekend, there was a more visible Police presence in the areas that were under gang attack. Also, Monday evening, we saw a gory scene of bloody corpses of several young men and a bunch of weapons piled up in a corner in a community said to be Vaudreuil, near Cap-Haïtien. It's said that these were gang members, who escaped from the Croix-des-Bouquets region and thought they could hide way up north, some 120 miles away. The "people" supposedly killed them. One wonders who these brave "people" are. We're awaiting more information on this new turn of events.

RAJ
11 May 2022
raljo31@yahoo.com

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Suite de la page 8

multiples armes à feu, ainsi que des milliers de dollars en cash ont été retrouvés dans la voiture. Il a été rapporté qu'après s'être absentée de son poste où elle avait fait carrière depuis 17 ans, Vicky White avait fait un retrait bancaire de quatre-vingts dix mille dollars (90 000,00 \$).

Alors, ont fusé des conjectures, notamment que Vicky White ayant trouvé un amant en Casey White à nul autre pareil, s'est laissée emporter par la passion sensuelle. Et voilà que son « mari », selon Casey White, qui a fait référence à son « épouse », en parlant aux policiers, serait en train de coopérer avec les enquêteurs. Il n'est que d'attendre les révélations.

*** La COVID-19 n'est pas encore vaincue, selon les statistiques**

Cette semaine, la pandémie COVID-19 aura franchi la barre d'un million de décès, aux États-Unis. Selon les calculs des sociologues des universités Penn State et Californie du sud, le fléau a laissé

beaucoup de gens dans le deuil, soit 9 millions d'Américains qui ont été privés de leurs époux, de parents et de grands-parents, ainsi que de frères, sœurs et d'enfants.

Des précautions sont toujours de mise, surtout avec de nouvelles variantes du coronavirus en perspective. Ceci dit, la gouverneure de New York, Kathy Hochul, est en hibernation, ayant été testée positive à la COVID-19.

À souligner aussi que le 3 mai, la gouverneure avait nommé le député fédéral (congressman) Antonio Delgado lieutenant-gouverneur, en remplacement de Brian Benjamin, qui avait démissionné, le 14 avril, à la suite d'un scandale financier.

En Ukraine, la Russie s'apprête à un conflit de longue durée

On ne sait pas encore pour combien de temps, mais passées les 48 à 72 heures, la guerre en Ukraine aura bouclé plus de deux mois depuis que Vladimir Putin avait ordonné à l'Armée russe de lancer les hostilités. Lancée depuis le 24 février, quand l'opération éclair, dont parlait l'homme

fort de Russie, en vue de prendre le contrôle de l'Ukraine par l'Armée russe, M. Poutine semble s'apprêter à soutenir un conflit de plus longue durée. Telle est l'opinion des analystes américains du Pentagone.

Entre-temps, pas de trêve. Le lundi 9 mai, quelque 60 vies ont été fauchées, quand l'Armée russe a bombardé une école, dans le village de Bilohorivka, dans la région de Luhansk, selon les autorités locales. Toujours à la ville de Mariupol, la résistance ne désarme pas, bien que beaucoup de civils aient pu évacuer l'usine où ils s'étaient abrités, mais des milliers d'autres ne sont plus de ce monde.

Indéniablement, tout ne va pas comme sur des roulettes pour les Russes. Ces derniers ont dû faire démobiliser leurs troupes de Kharkiv, la deuxième ville de l'Ukraine, offrant aux habitants, qui avaient fui, l'occasion de retourner au bercail.

***Deux illustres visiteurs en signe d'appui à l'Ukraine**

Dimanche dernier, 8 mai, on a vu Jill Biden, l'épouse du chef d'État américain, en compa-

gnie d'Olena Zelensky, l'épouse du président ukrainien, lors d'une visite non annoncée de celle-là. La rencontre a eu lieu non loin de la frontière avec la Slovaquie. Le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, se trouvait aussi en Ukraine, ce même dimanche.

Entre-temps, lors d'une conférence de pays donateurs,

à Varsovie, capitale de la Pologne, pays limitrophe de l'Ukraine, plus de six milliards trois cents millions de dollars (6 300 000,00 \$) ont été promis en aide à cette nation.

Pierre Quiroule II
11 mai 2022
raljo31@yahoo.com



TE CHO PA ASE

Gen tretman kont COVID-19 ki disponib.
Tretman an rete sentòm grav viris la epi
redui risk pou entène lopital. Li mache pi
byen lè ou kòmanse li kou w vin malad.

Tretman COVID-19 yo pa ranplase
vaksinasyon.

Si ou gen COVID-19, rele doktè ou.
Si ou pa gen doktè, rele **212-268-4319**
pou yo evalye ou pou tretman.



**NYC VACCINE FOR ALL:
SAFE, FREE, EASY**

NYC
Health

Eric L. Adams
Mayor
Ashwin Vasan, MD, PhD
Mayor Komisyon



HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye!

WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA



RÉVISION DES STATUTS DE LA FHF

La balle de prorogation de mandat dont disposent les membres du Comité de Normalisation

Par Ricot Saintil

Aucun tournoi de football ne pourra remplacer les compétitions organisées par la Fédération haïtienne de football (FHF). Aucune structure ne peut se substituer à l'instance suprême du football haïtien qui est investie par la FIFA, dans ses fonctions, et acceptée par l'ensemble des clubs affiliés à elle. En d'autres termes, la FHF, forte de ses bases légales, a l'impérieuse obligation d'organiser, d'orienter, de développer et de faire jouer le football dans le pays.

En effet, comme institution régulatrice du sport le plus populaire et le plus pratiqué au monde, elle est supérieure à ses membres; elle dépasse le Comité de normalisation de la FIFA, qui assure, depuis plus d'un an, sa gestion. Donc, elle n'appartient à personne, elle est d'utilité publique. Par conséquent, quand elle est en crise, quand ceux qui la dirigent font montre d'incapacité

et d'incompétence, quand elle ne répond plus à ses obligations, il revient aux clubs (dirigeants), à la presse et aux autorités étatiques d'assumer chacun leur rôle, afin de sauver le football haïtien et d'éviter la perte de nos joueurs.

Fondée en 1904, la Fédération haïtienne de football, dans son fonctionnement, n'est pas différente des autres institutions du pays, traversées par des crises successives qui entravent leur bonne marche. La FHF, tout au long de son existence, a connu des moments de grandes turbulences, d'affrontements et de contradictions inquiétantes entre les principaux acteurs, lesquels ont forcé, à deux reprises, la FIFA, à intervenir pour apaiser les tensions.

À l'aube du 21^e siècle, un homme fort, le Dr Yves Jean-Bart (Dadou) de la presse sportive, du secteur médical du sport, en général, et du football, en particulier, a pris les rênes de la FHF, et a su insuffler un souffle nou-

veau au football. Son règne a duré 20 ans. Il a, durant ses mandats, fait preuve d'une grande agilité pour se maintenir au pouvoir. Le football haïtien a retrouvé, avec lui, une stabilité qui lui a valu plusieurs qualifications, à des phases finales de Coupe du monde et une demi-finale dans la plus grosse compétition de la Concacaf, la Gold Cup. Et comme un château de cartes, l'écroulement d'un scandale d'abus sexuel porté contre le président de la FHF a systématiquement détruit la progression palpable du football des jeunes, désarticulé la sélection nationale masculine et anéanti ce qui restait des championnats nationaux.

L'arrivée du Comité de normalisation de la FIFA a précipité la chute du football et détruit le rêve de milliers de jeunes. La situation actuelle dépasse les responsables de la FHF, qui sont incapables de sortir la Fédération du gouffre dans lequel elle se trouve.

Après plus d'un an aux commandes, le Comité de normalisation exécute maladroitement la feuille de route qui lui a été confiée. Dans la gestion des affaires courantes, les différentes décisions qu'il a prises se sont révélées catastrophiques pour le football. La participation de nos sélections aux compétitions internationales est chaotique et humiliante, en raison de la fermeture de l'Académie Camp Nous. La gestion des affaires courantes est calamiteuse. Plusieurs cadres de la FHF ont été mis à pied, encadreurs, moniteurs et entraîneurs se retrouvent dans la rue. L'échec du Comité, dans la gestion des affaires courantes de la FHF, ne fait plus aucun doute, il se manifeste enfin dans l'arrêt, depuis juin 2021, du championnat national de première division. Il n'y a aujourd'hui aucune commission en activité, toutes ont été dissoutes avec l'interdiction à vie du Dr Jean-Bart. Aucune structure n'a été créée pour faire face à la

conjoncture, le Comité de normalisation travaille dans l'opacité la plus totale et sans aucune directive. À six mois de l'élection pour élire un nouveau Comité exécutif, à la tête de la FHF, le principal chantier devant conduire à cette élection, à savoir la révision des statuts, exigée par la FIFA, n'a toujours pas été lancée, au point que la dernière correspondance adressée aux clubs affiliés à la FHF par le comité, leur demandant de s'acquitter de leur devoir, conformément aux prescrits des statuts en ses articles 10, suscite pas mal de questions, notamment celle relative à l'usage qu'il en fait des statuts de la FHF, qu'il utilise à sa guise, quand ça lui chante.

Dans la mission confiée aux membres du Comité de normalisation, la révision statutaire est une condition incontournable. Pour l'heure, les clubs de football, qui sont les principaux

Suite en page 12

La réouverture des Académies du foot, un passage obligé

LA FÉDÉRATION DU FOOTBALL HAÏTIEN DOIT AGIR IMMÉDIATEMENT

Par Jacques Brave

La dernière phase du championnat de la CONCACAF U-17 filles éliminatoire Coupe du monde de la FIFA clôturée avant-hier, dimanche, a convaincu tous les fans du football qu'il faut et il est plus que temps que toutes les forces du pays conjuguent leurs efforts et se mobilisent pour faire rouvrir immédiatement les Académies de football de jeunes des villes de province et l'Académie centrale Camp Nous.

Nou pa ka pran plis imilyasyon

En moins de deux ans, le football haïtien a perdu le niveau élevé qu'il était, jusqu'en 2020, et tout ce qu'il avait gagné en 10 ans d'effort, sacrifices et de travail à Acharné, qui avait permis à Haïti de venir troubler le sommeil des trois riches nations de l'Amérique du Nord, USA, Canada et Mexique.

Classement Concacaf U17

1- ÉTATS-UNIS, champion, bat Mexique (2-1) en finale (qualifiés); 2- Mexique bat Porto Rico en demi-finale 3-0 (qualifié);

3-Canada perd en demi-finale (3-0) face aux États Unis et gagne Porto Rico dans le match pour la troisième place (qualifié). Aucun respect pour le pays et son drapeau. Si on avait des doutes sur l'ampleur de cette chute inadmissible, les derniers résultats de cette CONCACAF U17 filles nous ont convaincus que « *Se pa zot ki vin pi bon, se nou, Ayiti, ki vin tres mal anpil* ». En effet, la République dominicaine, qui a battu Haïti, et même marqué un but, pour la première fois, en 50 ans de confrontation avec le football féminin haïtien, a été balayée, en quart de finale, par le Mexique (10-0); (oh !) et le Canada n'a fait qu'une bouchée de Porto Rico (3-0), (*ti poul kay Ayiti*). Inadmissible ! Cette hiérarchie des nations de football, féminin et masculin, qu'Haïti avait bousculée, à partir de 2018, est rétablie, donc puisque ce sont les trois nations du Nord, qui vont en Inde, en octobre, à FIFA-Inde-2022, à la Coupe du monde. Survenant après le désastre des garçons seniors, humiliés par le Canada, il est vrai, après que le nouveau cash eut écarté tous les cadres de la sélection, qui avait fait descendre, malgré l'insécurité,

près d'un 1 million d'Haïtiens, né en délire dans les rues.

Camp Nous construit dans l'espace du centre FIFA Goal

Et si les Haïtiens ne crient pas en cœur Halte-là !, à ces démolisseurs du football, Monique André, Carlo Marcelin et ce certain Sévère, qui ont peut-être menti à la FIFA, sur leur compétence et leur capacité pour qu'ils ne continuent pas leur mission de destruction du foot haïtien redeviendront le cendrillon qu'ils étaient, lors des premières années de compétitions de jeunes de la FIFA; pire même !

Avec la modernisation et la sophistication des méthodes de formation en football, en développement, et méthode de préparation pour rivaliser avec les grands pays, qui ont d'énormes ressources (ces trois pays du Nord ont des budgets dépassant le milliard), il faut donc planifier et être créatif, inventif, passionné, aimer le beau pour son pays, pour que nos jeunes, filles ou garçons, travaillent autant, sûrement, et même plus qu'eux, et comment d'abord à jouer aussi à un âge très précoce; les USA, avec

des millions de joueuses et joueurs licenciés, ont un système de sport reposant sur l'école et l'université, ont une capacité mille fois supérieure.

Camp Nous, une réalisation moderne

En lançant leur projet de Camp Nous, Lyonel Désir, secrétaire général de la FHF, de 2000 à 2012, remarquable administrateur, doublé d'un éducateur normalien avisé et endurci, avait bien planifié le projet, sur l'aspect éducatif, pour que la formation soit complète et ne se limite pas au volet sportif. Les jeunes de Camp Nous ont une formation complète : histoire, art, danses haïtiennes, poésie, diction, communication, histoire. Même quand l'État a failli dans sa promesse de payer les professeurs, la Fédération frappait à toutes les portes pour assurer la survie du projet, qui a étonné et soulevé l'admiration du monde entier. La FHF rapporte qu'on se servait d'une partie des recettes de matches de l'équipe nationale, en Asie, du support de donateurs privés pour payer professeurs, coaches, personnel de service, achat de matériels de sport, solli-

citaient des dons pour nourrir ces centaines d'enfants, et avec les subventions FIFA pour progressivement équiper le Centre, devenu une installation de très haut niveau (gymnase de musculation, clinique de soins très équipée, 5 terrains modernes, dortoirs géants et rues internes éclairés aux panneaux solaires, vestiaires luxueux, bibliothèque très achalandée... ; lors de l'inauguration, on avait pu apprendre que les dortoirs et salles de classe ont été des dons des Allemands, l'alimentation en eau potable, un cadeau de l'ambassade d'Allemagne. Avec l'assistance d'un expert de la FIFA, Yvon Avry, il a été mis en place une structure de gestion technique avec, au départ, des éducateurs cubains, puis de vénézuéliens expérimentés, tous d'anciens professeurs et conférenciers d'université, pour la partie football, et parallèlement un encadrement de coaches haïtiens en formation de recyclage, puisque, de temps à autres, même le directeur de l'école classique était envoyé chaque année et effectuait une tournée d'information dans des centres huppés de formation (PSG, Bordeaux,

Suite en page 12